



VUE D'ENSEMBLE

# Cameroun Évaluation de la pauvreté 2024



**Travailler pour échapper à la pauvreté :  
Renforcer la croissance inclusive et la  
résilience pour l'avenir du Cameroun**

Décembre 2024



**THE WORLD BANK**  
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

## Sommaire

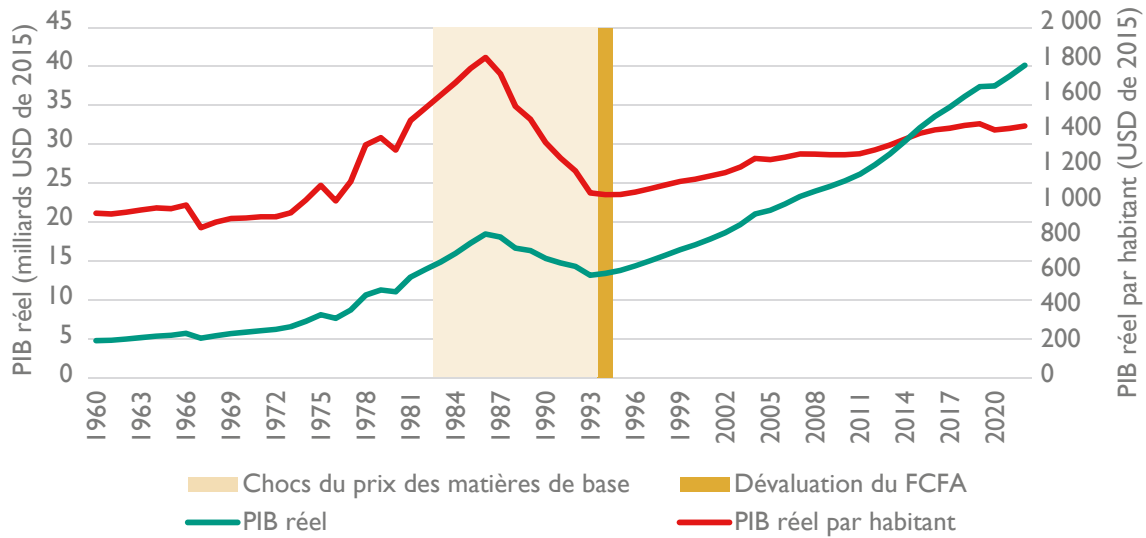
<b>PO1.</b> La performance du Cameroun en matière de croissance a été trop faible pour permettre d'améliorer le niveau de vie.....	3
<b>PO2.</b> À cause de la lenteur de la croissance au Cameroun, la réduction de la pauvreté stagne depuis 20 ans.....	5
<b>PO3.</b> Le Cameroun face à un paradoxe en matière de pauvreté avec son fort potentiel et les faibles progrès.....	6
<b>PO4.</b> La croissance n'atteint pas les Camerounais les plus pauvres, tandis que l'urbanisation n'est plus un moteur de réduction de la pauvreté .....	9
<b>PO5.</b> L'évolution du marché du travail au Cameroun ne contribue pas encore à la réduction de la pauvreté.....	13
<b>PO6.</b> Les conflits et les chocs climatiques posent des risques grandissants pour les efforts de réduction de la pauvreté.....	17
<b>PO7.</b> Avec la bonne combinaison de politiques, le Cameroun pourrait exploiter son potentiel de réduction de la pauvreté.....	21
<i>Le renforcement de la paix et de la sécurité est essentiel à la réduction de la pauvreté.....</i>	22
<i>La création d'emplois est essentielle pour une réduction durable de la pauvreté au Cameroun....</i>	22
<i>L'élargissement de l'aide sociale, l'investissement dans les infrastructures numériques et l'amélioration de l'identification officielle peuvent contribuer à réduire la pauvreté au Cameroun à court terme.....</i>	24
<i>Le renforcement de la décentralisation pourrait aider à adapter les politiques à la diversité des défis de développement du Cameroun.....</i>	24
<i>Des améliorations doivent être apportées à trois éléments constitutifs fondamentaux de la réduction de la pauvreté en ce qui concerne les régions à la traîne du Cameroun : le capital humain, la productivité agricole et les infrastructures de base.....</i>	25
<i>Les villes du Cameroun ont besoin de nouvelles politiques pour lutter contre la pauvreté urbaine.....</i>	26
<i>Le cheminement du Cameroun vers la réduction de la pauvreté dépendra d'une gouvernance forte et d'investissements continus dans la production de données de qualité et l'accès à celles-ci.....</i>	27
<b>Références</b> .....	28

**C**e rapport, en tant que la toute première évaluation officielle de la pauvreté au Cameroun, analyse les données les plus récentes d'enquête auprès des ménages du pays et propose des politiques qui pourraient permettre de réduire effectivement la pauvreté. Environ 4 Camerounais sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté national – une situation qui n'a presque pas changé au cours des deux dernières décennies. Avec la croissance continue de la population, le nombre de Camerounais vivant dans la pauvreté dépasse désormais les 10 millions. La croissance, bien que stable, a été lente : le PIB réel par habitant aujourd'hui est inférieur à ce qu'il était dans les années 1980. De plus, les emplois productifs sont rares, de sorte que la croissance réalisée ne parvient pas aux pauvres et aux vulnérables. Néanmoins, le Cameroun dispose d'un bon potentiel : bénéficiant de conditions géographiques favorables, doté d'abondantes ressources naturelles, présentant une urbanisation rapide et une population jeune dont les résultats en capital humain s'améliorent, le pays présente des opportunités d'apporter une réponse à ses défis croissants en matière de développement. Une réforme politique urgente est cependant essentielle pour exploiter ce potentiel. Ce rapport présente les tendances les plus récentes de la pauvreté au Cameroun, évaluant ses principaux facteurs et proposant des mesures compensatoires. Parallèlement aux diagnostics fondamentaux de la pauvreté et des inégalités, il examine en profondeur l'impact des chocs, le capital humain, les moyens de subsistance et l'accès aux marchés et aux services. L'analyse est basée sur les microdonnées les plus récentes de la cinquième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM-5) menée en 2021/22. Les données des ménages ont été combinées à d'autres sources de données novatrices, notamment des données géospatiales granulaires. Cet Aperçu stratégique met en lumière les principales conclusions de l'évaluation de la pauvreté et présente les politiques qui peuvent aider le Cameroun à mettre à profit son potentiel avant que les défis de développement auxquels le pays fait face ne deviennent trop sévères.

## **PO1. La performance du Cameroun en matière de croissance a été trop faible pour permettre d'améliorer le niveau de vie.**

**Bien que la croissance au Cameroun ait été positive pendant les trois dernières décennies, elle n'a pas été assez rapide pour permettre au pays de se remettre des chocs subis vers le milieu des années 1980.** Entre 1985 et 1993, le Cameroun a connu un déclin économique continu, les cours des principaux produits d'exportation – notamment le pétrole, le cacao et le café – ayant chuté de façon précipitée (*Figure 1*). Suite à cette période de recul, le Gouvernement a réduit ses dépenses et le FCFA a été dévalué en 1994. Il s'en est suivi une plus grande stabilité et une plus grande résilience de la croissance économique, même pendant la crise de la COVID-19. Cependant, malgré cette stabilité, la croissance économique a été trop lente, notamment au regard de la croissance démographique, pour compenser les pertes antérieures.

Figure 1. Évolution du PIB par habitant au Cameroun



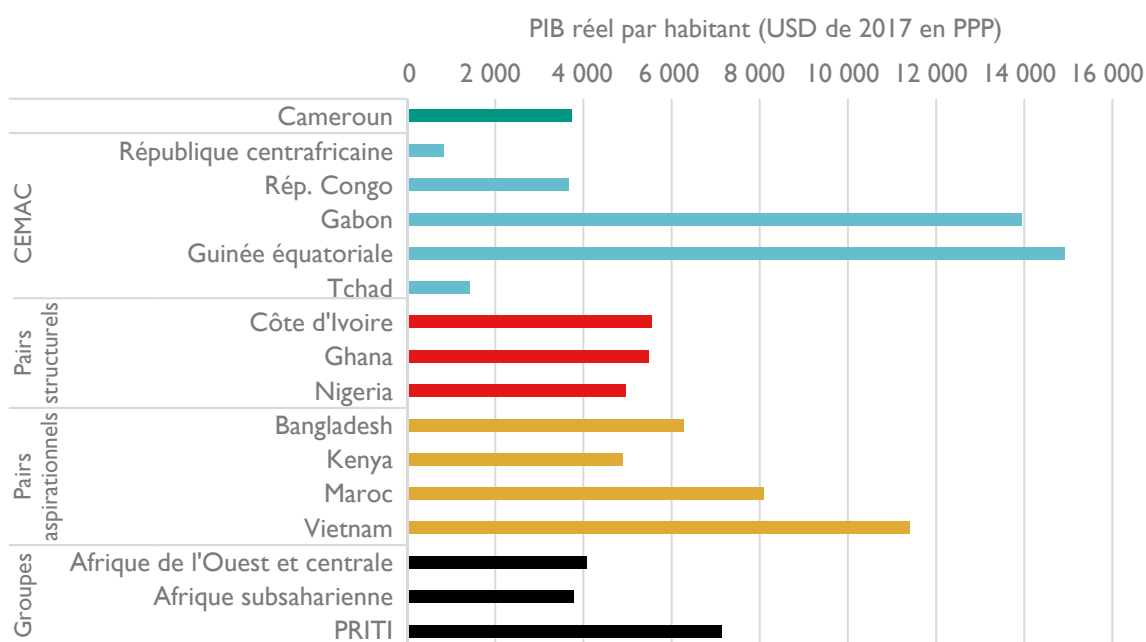
**Remarque :** PIB exprimé en USD de 2015 pour permettre d'avoir une série chronologique plus longue.

**Source :** Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et estimations de la Banque mondiale.

**Le Cameroun est à la traîne par rapport à ses pays pairs en termes de PIB par habitant.** Avec un PIB par habitant de 3 724 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 en 2022, le Cameroun se classe comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La croissance n'a pas été suffisante pour permettre au pays de réaliser son ambition de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. À l'échelle du continent, le PIB par habitant du Cameroun est proche des moyennes de l'Afrique de l'Ouest et centrale, de l'Afrique subsaharienne et de la CEMAC, mais il reste bien inférieur à celui de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria – ses « pairs structurels », dont les économies ont pourtant des fondamentaux similaires à ceux de l'économie camerounaise (*Figure 2*). En outre, certains « pairs aspirationnels » – dont le niveau de vie était similaire à celui du Cameroun en 1990 – ont connu une croissance bien plus forte que le Cameroun au cours des trois dernières décennies, de sorte que dans ces pays, le PIB par habitant a augmenté beaucoup plus rapidement<sup>(1)</sup>.

1 Les pays pairs aspirationnels sont le Bangladesh, le Kenya, le Maroc et le Vietnam. Référence à ces pairs structurels et aspirationnels est faite dans d'autres travaux d'analyse de la Banque mondiale au Cameroun, y compris le prochain Mémoire économique pays (MEP).

Figure 2. PIB par habitant au Cameroun et dans les pays de comparaison, 2022



**Remarque :** CEMAC = Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. PRITI = Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. PRITS = Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. PIB exprimé en USD PPA de 2017 pour faciliter les comparaisons entre pays.

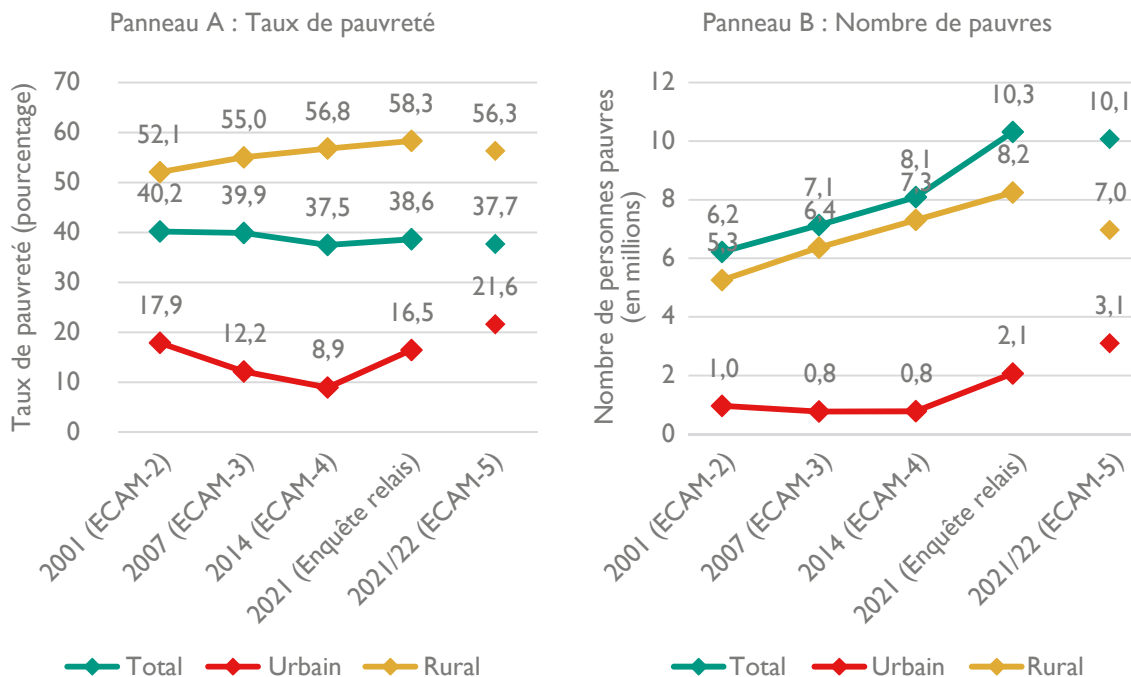
**Source :** Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et estimations de la Banque mondiale.

## PO2. À cause de la lenteur de la croissance au Cameroun, la réduction de la pauvreté stagne depuis 20 ans.

**Environ 4 Camerounais sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté national, et cette situation a peu changé au cours des deux dernières décennies.** La cinquième édition de l'Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM-5), dont la collecte de données a été effectuée entre octobre 2021 et septembre 2022, révèle que 37,7 pour cent des Camerounais vivaient en dessous du seuil de pauvreté national de 296 691 FCFA par personne par an, ce qui correspond à 3,04 USD PPA de 2017. S'appuyant sur les pratiques d'excellence internationales, l'ECAM-5 offre l'aperçu le plus récent de la pauvreté et du bien-être au Cameroun. Une « enquête relais » spéciale réalisée en 2021 – appliquant la même méthodologie de mesure de la pauvreté que celle utilisée précédemment au Cameroun – indique que les niveaux de pauvreté sont restés pratiquement inchangés au cours des années 2000 et 2010, diminuant seulement légèrement de 40,2 pour cent en 2001 à 38,6 pour cent en 2021 (*Figure 3*).

**Avec la croissance démographique rapide que le pays connaît, le nombre de Camerounais vivant dans la pauvreté est en augmentation et dépasse désormais les 10 millions de personnes.** Compte tenu du rythme de croissance démographique et de la stagnation de la réduction de la pauvreté, le nombre absolu de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national a augmenté d'environ deux tiers entre 2001 et 2021, passant de 6,2 millions à 10,3 millions. Comme bon nombre des mesures mises en place pour endiguer la crise de la COVID-19 avaient été levées au moment où les données ont été collectées en 2021, cette situation indique probablement un maintien des tendances à long terme en matière de pauvreté plutôt qu'une augmentation soudaine du nombre de pauvres sur une courte période. Le défi que la réduction de la pauvreté pose au Cameroun prend de l'ampleur d'année en année.

Figure 3. Taux de pauvreté et nombre absolu de pauvres au Cameroun en référence au seuil de pauvreté national, par milieu (urbain/rural), 2001-2022



**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et, le cas échéant, temporellement pour permettre la comparaison avec les seuils de pauvreté nationaux. Les estimations de 2001, 2007, 2014 et de l'enquête relais sont comparables. Les estimations 2021/22 de l'ECAM-5 représentent les meilleures estimations les plus récentes. Cependant, elles ne peuvent être comparées à celles des enquêtes précédentes.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais de 2021 et estimations de la Banque mondiale.

**Alors que la pauvreté reste concentrée en milieu rural, la pauvreté urbaine est désormais en hausse.** La pauvreté urbaine au Cameroun a progressivement diminué dans les années 2000, mais ces gains ont ensuite été anéantis. Entre 2014 et 2021, le taux de pauvreté et le nombre de personnes pauvres en milieu urbain ont presque doublé. L'augmentation de la pauvreté monétaire dans les villes du Cameroun s'accompagne de nouveaux défis en matière de développement urbain, notamment la pollution et la surpopulation.

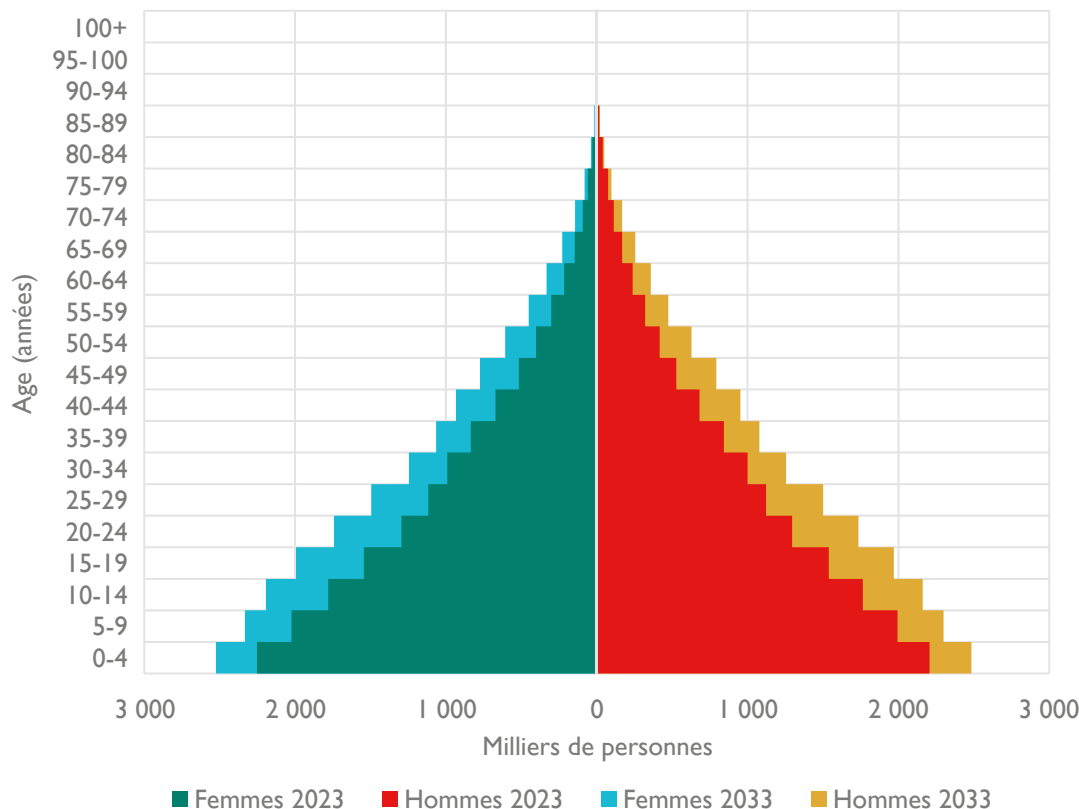
### PO3. Le Cameroun face à un paradoxe en matière de pauvreté avec son fort potentiel et les faibles progrès.

**Les niveaux élevés de pauvreté et la faible croissance économique du Cameroun ne cadrent pas avec son immense potentiel, notamment en termes de capital naturel (ressources naturelles et sa géographie).** Le Cameroun est doté d'abondantes ressources naturelles, telles que des terres agricoles fertiles, des minéraux (notamment de l'or, du fer et du manganèse) et du pétrole. L'agroécologie du Cameroun est également extrêmement diversifiée, offrant aux exploitants agricoles la possibilité de cultiver une variété de produits, tels que le cacao, le café, le coton et le manioc. Le pays est doté de vastes forêts, riches en biodiversité : il figure parmi les 10 pays les plus boisés d'Afrique. Ces ressources pourraient servir de base au développement économique. En plus de ses vastes ressources naturelles, le Cameroun se positionne également comme une porte d'entrée potentielle entre les parties ouest et centrale de l'Afrique, avec un littoral qui s'étend sur plus de 400 kilomètres. De plus, Douala est placée comme un pôle économique naturel. Cet avantage géographique pourrait permettre au commerce de prospérer, d'autant qu'il est renforcé par l'appartenance du Cameroun à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

**L'urbanisation progresse à un rythme rapide au Cameroun et cela pourrait créer des conditions propices à une transformation structurelle, à des effets d'agglomération et à une meilleure prestation de services.** Au cours des trois dernières décennies, la part des Camerounais vivant en milieu urbain a augmenté d'environ de moitié, passant de 40,8 pour cent en 1992 à 58,7 pour cent en 2022 (United Nations Population Division, 2019). Ce dernier taux fait du Cameroun l'un des pays les plus urbanisés de la région. En théorie, la croissance des centres urbains peut accélérer la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté à travers des effets d'agglomération tels que le partage des biens publics, les retombées des connaissances, une plus grande proximité avec les consommateurs et une meilleure adéquation entre travailleurs et employeurs (Bolter & Robey, 2020). Il est sans doute plus facile pour les Camerounais de se rendre dans les écoles et les centres de santé et d'obtenir d'autres services essentiels lorsque ceux-ci sont physiquement plus proches d'eux. Selon les données mondiales, des densités plus élevées et des distances plus courtes à parcourir pour atteindre les espaces urbains peuvent apporter des avantages significatifs en termes de réduction de la pauvreté (World Bank, 2009). Cependant, la congestion et la surpopulation pourraient saper le potentiel économique des villes du Cameroun, et les pauvres en milieu urbain sont confrontés à davantage de privations.

**Avec sa croissance démographique continue, la population du Cameroun – en particulier les jeunes – offre au pays une opportunité considérable.** Environ 7 Camerounais sur 10 sont âgés de moins de 30 ans (Figure 4). Ainsi, le nombre de Camerounais en âge de travailler, ou bientôt en âge de travailler, est élevé par rapport au nombre de personnes à charge. Le pays dispose ainsi d'un dividende démographique important, à condition que les jeunes Camerounais puissent trouver des moyens de subsistance productifs pour réaliser leur potentiel.

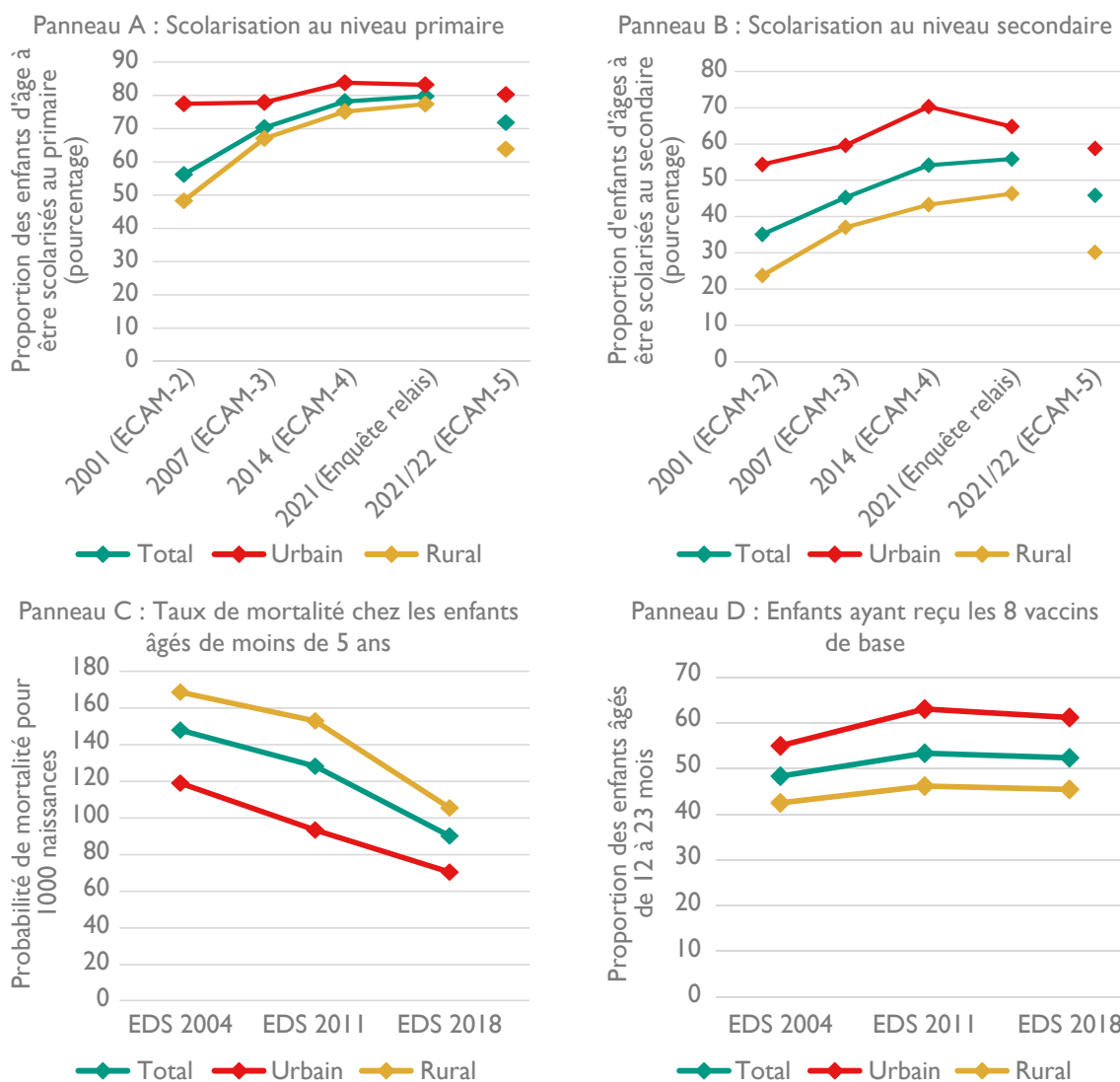
Figure 4. Pyramides des âges du Cameroun en 2023 et 2033



Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population et estimations de la Banque mondiale.

Le potentiel du peuple camerounais a été renforcé par des gains réguliers dans un domaine clé de la réduction de la pauvreté, à savoir le capital humain. Les résultats en matière de capital humain – les connaissances, les compétences et la santé que les personnes accumulent tout au long de leur vie et qui leur permettent de « réaliser leur potentiel en tant que membres productifs de la société » – se sont améliorés (World Bank, 2018). Même s’il reste encore un long chemin à parcourir dans les régions du nord du Cameroun et dans les zones rurales et que des questions subsistent quant à la qualité des services des écoles et des formations sanitaires, des améliorations ont été constatées en ce qui concerne la scolarisation et le niveau de réussite scolaire, les résultats en matière de santé de la mère et de l’enfant et l’accès à l’eau, à l’assainissement et à l’électricité au cours des deux dernières décennies (Figure 5). L’amélioration du capital humain peut stimuler les perspectives de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté sur le long terme et d’une génération à la suivante. Néanmoins, les gains en matière de capital humain ne seront pas pleinement réalisés en l’absence de moyens de subsistance qui tireraient parti du plus grand potentiel productif, ce qui n’est pas encore le cas au Cameroun comme le suggère la structure du progrès du pays.

Figure 5. Améliorations régulières des indicateurs en matière d’éducation et de santé au Cameroun



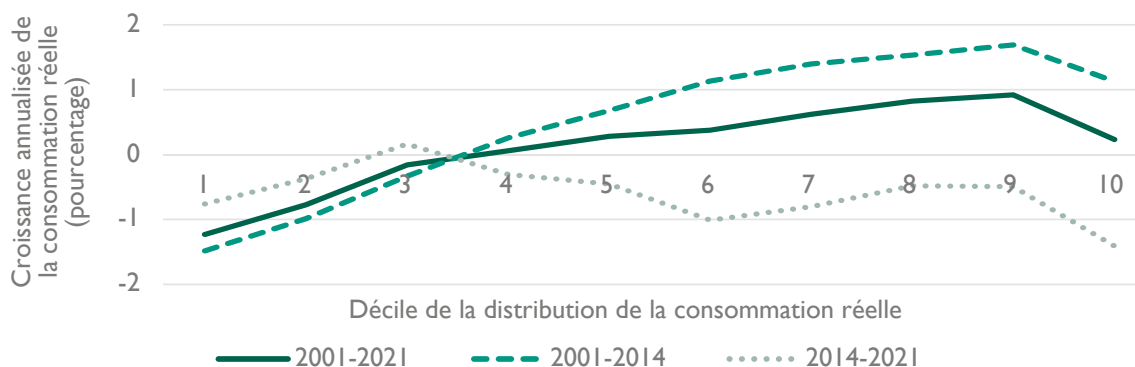
Remarque : Pour les **Panneaux A** et **B**, les estimations de 2001, 2007, 2014 et de l’enquête relais sont comparables. Les estimations 2021/22 de l’ECAM-5 représentent les meilleures estimations les plus récentes. Cependant, elles ne peuvent être comparées à celles des enquêtes précédentes.

Source : ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais 2021 (pour les **Panneaux A** et **B**), EDS 2004, EDS 2011 et EDS 2018 (pour les **Panneaux C** et **D**) et estimations de la Banque mondiale.

## PO4. La croissance n'atteint pas les Camerounais les plus pauvres, tandis que l'urbanisation n'est plus un moteur de réduction de la pauvreté.

La croissance économique du Cameroun a non seulement été lente, mais également non inclusive. Lorsqu'on trace les « courbes d'incidence de la croissance », montrant dans quelle mesure la consommation a évolué dans les différents déciles de la distribution, il apparaît que le tiers le plus pauvre des Camerounais n'a connu aucune augmentation de la consommation – voire a connu une baisse – depuis le début du millénaire (Figure 6). La plupart des Camerounais pauvres n'ont connu aucune amélioration de leur niveau de vie.

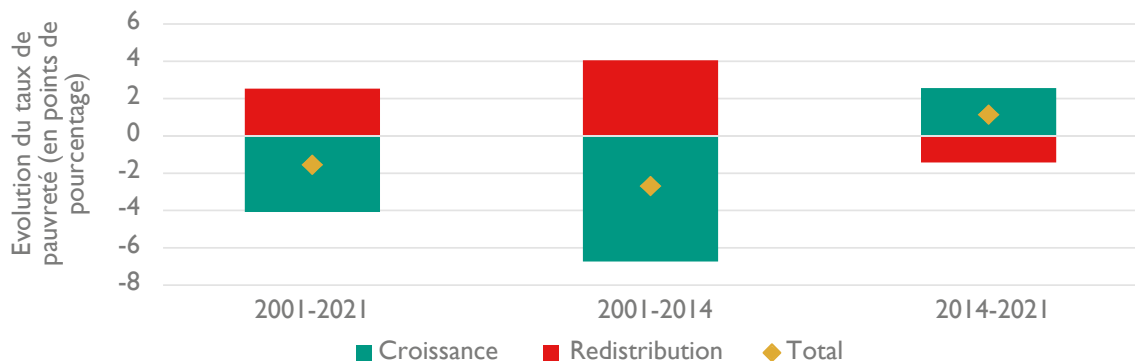
Figure 6. Courbes d'incidence de la croissance du Cameroun, 2001-2021



Remarque : La consommation a été déflatée en utilisant les seuils de pauvreté nationaux de chaque année d'enquête. Source : ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, enquête relais 2021 et estimations de la Banque mondiale.

La montée des inégalités entrave le potentiel d'une réduction plus rapide de la pauvreté au Cameroun, malgré une croissance globale. Il est possible de mettre ce fait en évidence à l'aide de décompositions de Datt-Ravallion qui, en ce qui concerne l'évolution de la pauvreté, fait la différence entre effets de la croissance de la consommation moyenne d'une part et changements dans la distribution de la consommation d'autre part. (Datt & Ravallion, 1992) Il apparaît qu'entre 2001 et 2021, si la croissance avait été répartie uniformément, la pauvreté au niveau national aurait diminué de 4,1 points de pourcentage, mais les changements dans la seule répartition de la consommation auraient en fait entraîné une augmentation de la pauvreté de 2,5 points de pourcentage sur la même période, contrecarrant ainsi la contribution de la croissance (Figure 7). La croissance à elle seule ne suffit pas à sortir les Camerounais de la pauvreté parce qu'elle n'atteint pas les bonnes personnes.

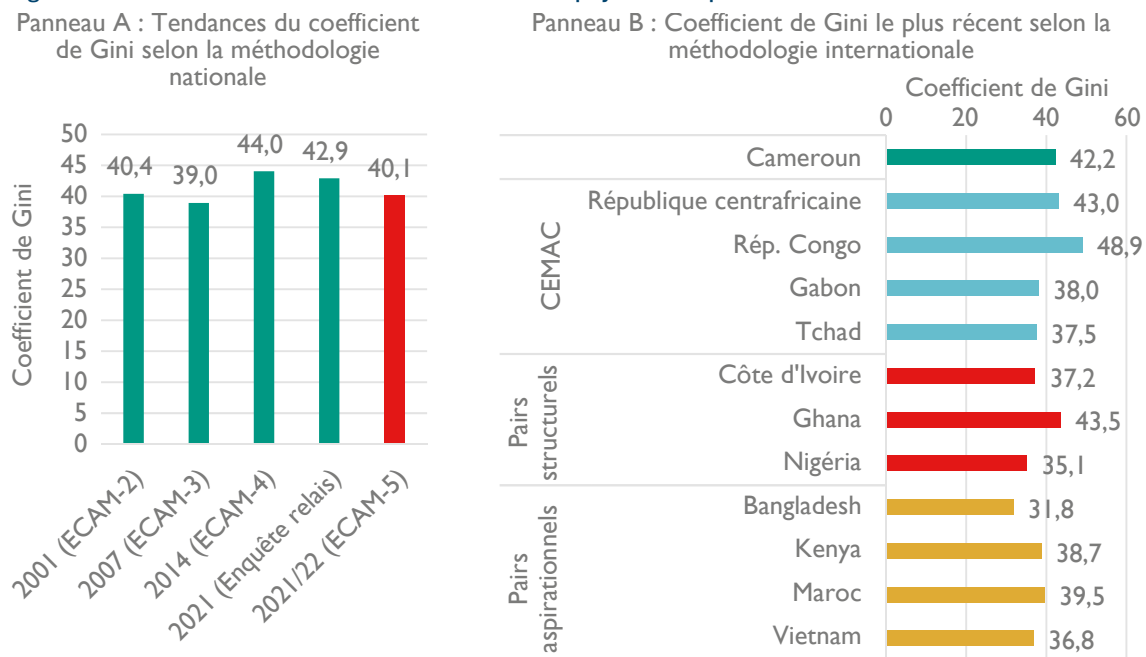
Figure 7. Décompositions de Datt-Ravallion pour le Cameroun, 2001-2021



Remarque : La consommation a été déflatée en utilisant les seuils de pauvreté nationaux de chaque année d'enquête. Source : ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, enquête relais 2021 et estimations de la Banque mondiale.

Le manque d'inclusivité de la croissance se reflète également dans les inégalités globales au Cameroun telles que mesurées par le coefficient de Gini, qui aujourd'hui est plus élevé qu'il y a deux décennies et est supérieur à celui observé dans les pays de comparaison. L'application de la méthodologie nationale – où la consommation est spatialement déflatée avant de calculer les statistiques sur les inégalités – montre que le coefficient de Gini a légèrement baissé, passant de 44,0 en 2014 à 42,9 en 2021 (Figure 8). Cependant, cela représente une hausse significative des inégalités globales par rapport à 2001 où le coefficient de Gini était de 40,4. L'application de la méthodologie internationale – où la consommation n'est pas déflatée spatialement – fait ressortir que le coefficient de Gini du Cameroun est modéré par rapport à ceux des pays de comparaison de la région, mais bien supérieur à ceux de ses pairs aspirationnels. Ce constat renforce l'idée selon laquelle il est crucial que le Cameroun s'attaque à la question de l'équité s'il veut concrétiser l'espoir de sortir son peuple de la pauvreté.

Figure 8. Coefficient de Gini au Cameroun et dans les pays de comparaison



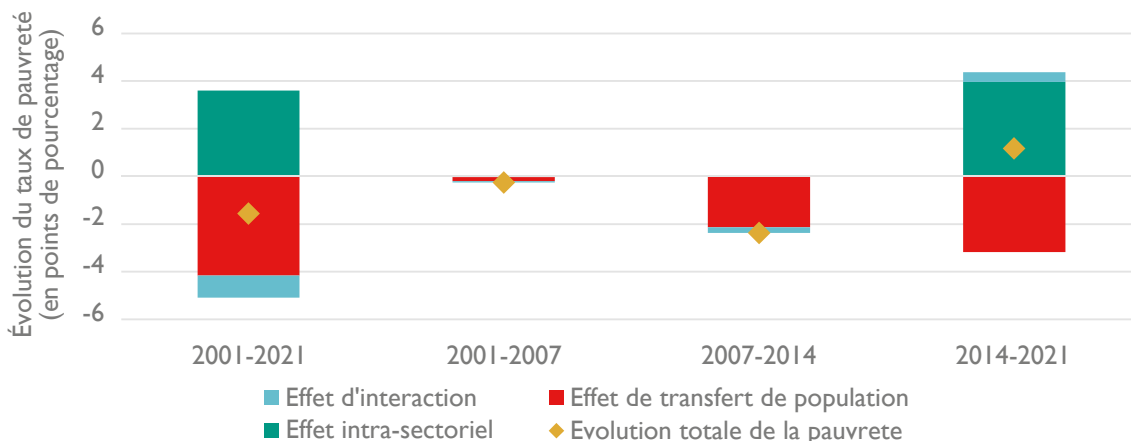
**Remarque :** Pour la méthodologie nationale appliquée dans le **Panneau A**, la consommation est spatialement déflatée avant le calcul du coefficient de Gini. Pour la méthodologie internationale appliquée dans le **Panneau B**, la consommation n'est pas spatialement déflatée avant le calcul du coefficient de Gini. Pour les comparaisons internationales, les dernières estimations disponibles pour chaque pays sont utilisées.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais 2021, Plateforme pauvreté et inégalités et estimations de la Banque mondiale.

### L'urbanisation n'est plus la force de réduction de la pauvreté qu'elle était autrefois.

Le déplacement de la population camerounaise des zones rurales vers les zones urbaines a poussé la pauvreté vers le bas dans les années 2000 et au début des années 2010, mais cet effet s'est atténué depuis. Il est possible de mettre ce fait en évidence à l'aide de décompositions de Ravallion-Huppi qui permettent de décomposer l'évolution de la pauvreté en fonction du transfert de la population *entre* différents groupes (ce transfert correspondant à l'urbanisation lorsque les groupes en question sont les milieux urbain et rural) et l'évolution du taux de pauvreté *au sein* de ces groupes (Ravallion & Huppi, 1991). Entre 2001 et 2014, le peu de réduction de la pauvreté que le Cameroun a réalisé était associé au déplacement de la population du milieu rural vers le milieu urbain : toutes choses étant égales par ailleurs, le milieu urbain était moins pauvre que le milieu rural, ce qui fait qu'une augmentation relative de la population urbaine a contribué à une réduction de la pauvreté (Figure 9). Cependant, depuis 2014, cette tendance a été largement contrecarrée par l'augmentation de la pauvreté tant en milieu rural qu'urbain, anéantissant tous les gains de l'urbanisation. En tous les cas, une augmentation de la pauvreté a été constatée en milieu rural entre 2001 et 2014 et s'est poursuivie jusqu'en 2021 ; le grand changement tient au fait que la pauvreté urbaine elle-même a également commencé à augmenter entre 2014 et 2021.

Figure 9. Décompositions de Ravallion-Huppi pour le Cameroun, 2001-2021



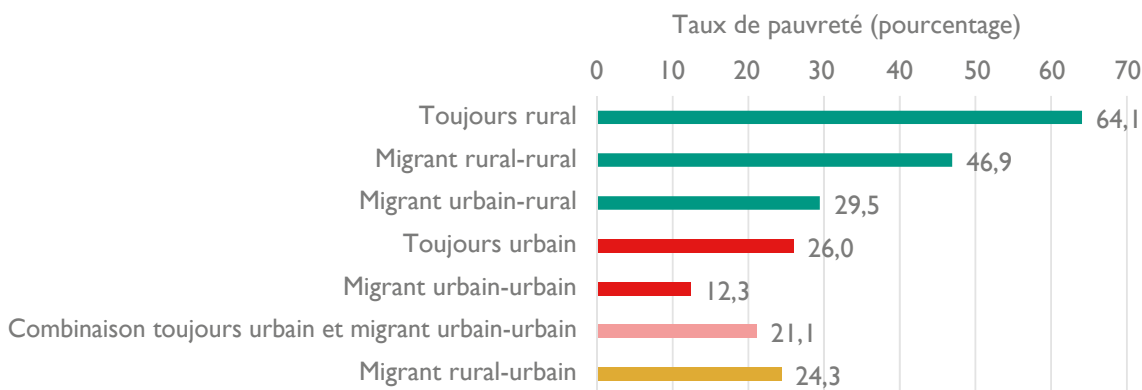
**Remarque :** La consommation a été déflatée en utilisant les seuils de pauvreté nationaux de chaque année d'enquête. La désagrégation répartit la population entre milieu urbain et rural.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, enquête relais 2021 et estimations de la Banque mondiale.

**L'urbanisation résulte de plus en plus de l'exode rural, mais les migrants ruraux vers les villes sont confrontés à une pauvreté plus élevée que les autres résidents urbains.**

Si, à l'aide de projections démographiques et des données géospatiales, on décompose la croissance de la population urbaine en : (1) croissance démographique naturelle ; (2) reclassement de zones auparavant rurales en zones urbaines ; et (3) exode rural, il ressort clairement que l'exode rural a plus fortement contribué à la croissance de la population urbaine dans les années 2010 que dans les années 2000. Parallèlement à la recherche d'opportunités économiques, la recrudescence des conflits et les déplacements forcés pourraient avoir poussé les populations à quitter les zones affectées et à s'installer dans des villes plus sûres. Les migrants ruraux se déplaçant vers les villes au Cameroun présentent des taux de pauvreté plus élevés que les autres résidents urbains, principalement parce qu'ils s'en sortent moins bien que ceux qui migrent d'une zone urbaine à une autre. En 2021-2022, 24,3 pour cent des migrants ruraux-urbains vivaient en dessous du seuil de pauvreté, ce qui signifie qu'ils s'en sortaient mieux que les résidents ruraux, mais moins bien que les autres résidents urbains, parmi lesquels 21,1 pour cent vivaient en dessous du seuil de pauvreté (Figure 10). Cependant, cette différence s'explique en grande partie par le fait que la pauvreté est bien plus faible parmi les migrants urbains-urbains, dont seulement 12,3 pour cent vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Par conséquent, la migration en elle-même n'entraîne pas une augmentation de la pauvreté urbaine, mais l'accroissement de l'exode rural pourrait en être une cause partielle.

Figure 10. Pauvreté selon le statut migratoire au Cameroun, 2021/22



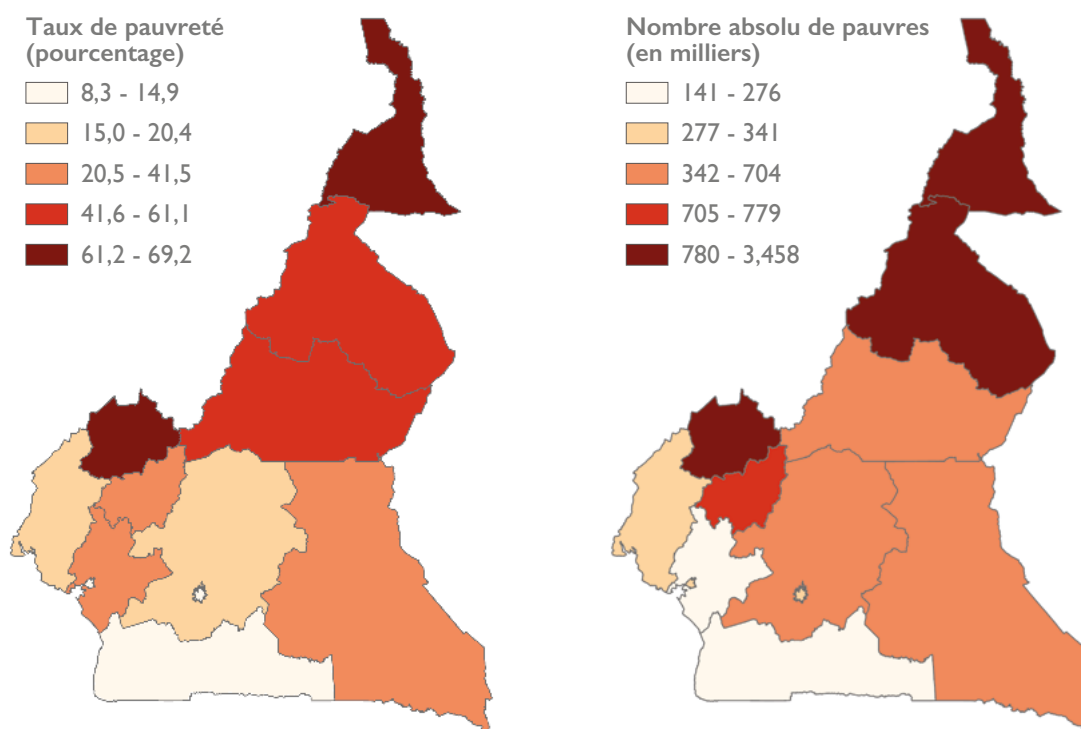
**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et temporellement pour pouvoir être comparée au seuil de pauvreté national. Les migrants internationaux sont exclus.

**Source :** ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.



**Bien que la pauvreté urbaine augmente, les inégalités spatiales persistent : la pauvreté monétaire et non monétaire est nettement plus concentrée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Nord-Ouest.** En 2021/22, la proportion la plus élevée de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté se trouvait dans la région Extrême-Nord, à 69,2 pour cent, suivie de près par la région Nord-Ouest (66,8 pour cent) et de la région Nord (61,1 pour cent). Ces taux de pauvreté sont environ trois fois plus élevés que dans le reste du pays et environ six fois plus élevés qu'à Douala et Yaoundé où les taux de pauvreté sont respectivement de 8,3 pour cent et 10,8 pour cent (*Figure 11*). En outre, malgré les progrès réalisés ces dernières années, la pauvreté non monétaire – caractérisée par des niveaux plus faibles de capital humain et d'infrastructures de base – est plus répandue dans ces régions à la traîne. Cette situation a un lien direct avec l'urbanisation. Les conditions de vie plus mauvaises dans les zones reculées et rurales du nord du Cameroun poussent les gens à migrer vers les villes à la recherche d'une vie meilleure.

**Figure 11. Pauvreté et nombre absolu de pauvres dans les régions du Cameroun, 2021/22**



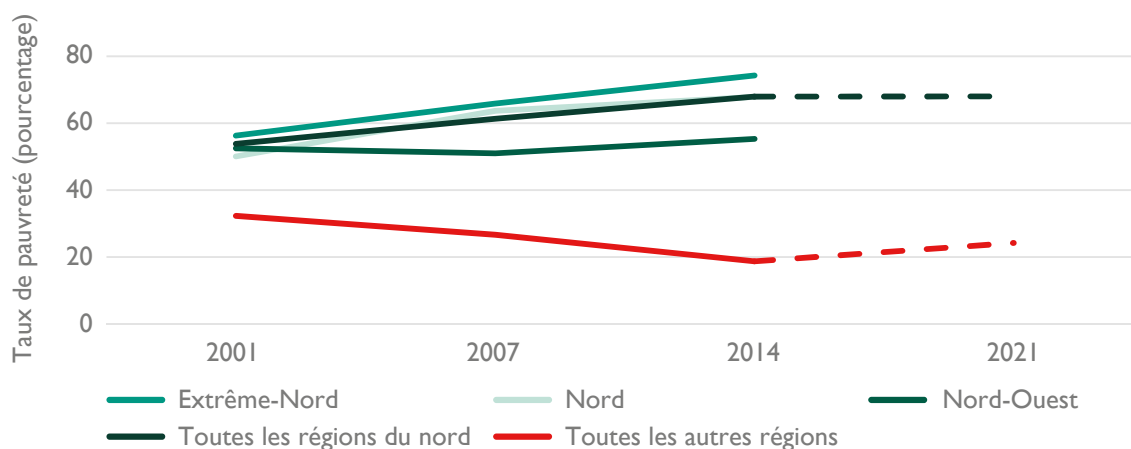
**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et temporellement pour pouvoir être comparée au seuil de pauvreté national.

**Source :** *Humanitarian Data Exchange* et GRID-3 (pour les fichiers de formes), ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**Au cours des deux dernières décennies, les tendances dans les régions les plus pauvres du Cameroun ont divergé de celles constatées dans le reste du pays, ce qui fait que ces régions risquent davantage d'être laissées pour compte.** Bien que l'enquête relais de 2021 n'ait pas été conçue pour produire des résultats au niveau régional, il reste possible d'examiner l'évolution de la pauvreté dans les régions du Cameroun entre 2001 et 2014 (*Figure 12*). Si l'on combine les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Nord, il ressort que le taux de pauvreté dans les régions du nord du Cameroun a augmenté d'environ un tiers entre 2001 et 2014, passant de 53,9 pour cent à 67,9 pour cent. Sur la même période, la pauvreté a diminué dans les autres régions du Cameroun, passant de 32,3 pour cent en 2001 à 18,7 pour cent en 2014. Des éléments indicatifs de l'enquête relais de 2021 combinant les régions du nord semblent indiquer que la pauvreté a augmenté plus rapidement dans les régions hors du nord

du Cameroun entre 2014 et 2021, mais cette augmentation plus rapide est loin de combler l'écart qui s'est creusé au cours des deux dernières décennies.

Figure 12. Évolution de la pauvreté dans les régions du nord du Cameroun, 2001-2021



**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et temporellement pour pouvoir être comparée au seuil de pauvreté national. L'enquête relais de 2021 n'a pas été conçue pour être représentative à l'échelle régionale, les lignes pointillées pour la période 2014-2021 sont indicatives.

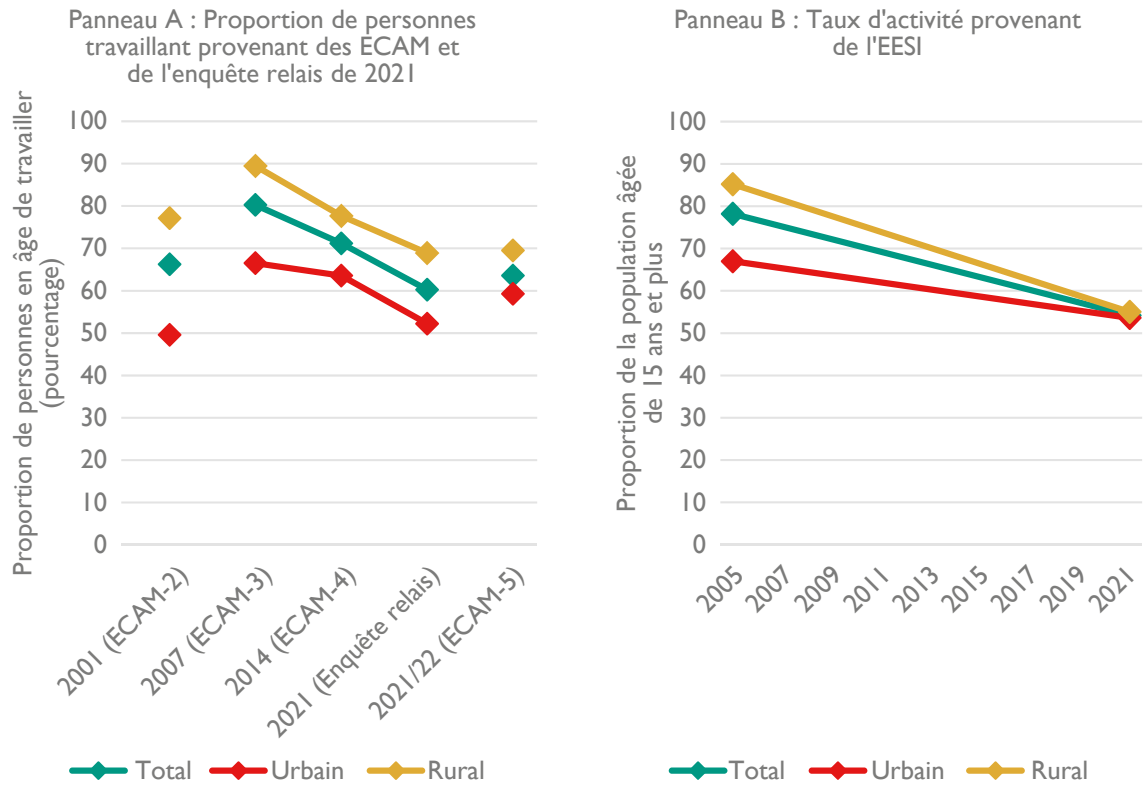
**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, enquête relais 2021 et estimations de la Banque mondiale.

## PO5. L'évolution du marché du travail au Cameroun ne contribue pas encore à la réduction de la pauvreté.

**Le défi de la création d'emplois pour les Camerounais – et en particulier pour les jeunes Camerounais – devrait s'amplifier.** La population du Cameroun augmente d'environ 2,6 pour cent par an et 7 Camerounais sur 10 sont âgés de moins de 30 ans. La population en âge de travailler et le nombre de jeunes du Cameroun devraient continuer à augmenter pendant au moins la prochaine décennie. Selon les projections les plus récentes des Nations Unies, le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans au Cameroun devrait augmenter, passant de 15,9 millions à 21,4 millions entre 2023 et 2033, tandis que le nombre des personnes âgées de 15 à 24 ans au Cameroun devrait augmenter, passant de 5,7 millions à 7,4 millions sur la même période. Même si la part des jeunes qui travaillent reste à son faible niveau actuel, il y aurait quand même 2,4 millions de jeunes qui auront besoin d'un emploi d'ici 2033, contre 1,8 million en 2023. Ces statistiques démontrent l'importance de la création d'emplois pour que le Cameroun puisse tirer le meilleur parti de son dividende démographique.

**La création d'emplois au Cameroun n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique, ce qui a entraîné une réduction de la proportion de Camerounais actifs,** une tendance qui ressort de plusieurs sources de données. Selon les ECAM et l'enquête relais de 2021, la proportion de la population en âge de travailler qui travaillait a diminué, passant de 80,3 pour cent en 2007 à 60,2 pour cent en 2021 (*Figure 13*). De même, l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) montre que le taux d'activité a chuté, passant de 78,2 pour cent en 2005 à 54,2 pour cent en 2021. Ce déclin n'est pas uniquement dû au fait que les jeunes consacrent davantage de temps à l'éducation. L'enquête relais de 2021 et l'EESI ont toutes deux été menées après la levée des nombreuses mesures de confinement liées à la COVID-19, ce qui montre que la baisse de l'emploi observée entre 2014 et 2021 est dans le prolongement de la tendance constatée entre 2007 et 2014. Ainsi, au cours des deux dernières décennies, il y a eu une baisse significative de la proportion de Camerounais engagés sur le marché du travail.

Figure 13. Baisse de la proportion de personnes travaillant et du taux d'activité au Cameroun

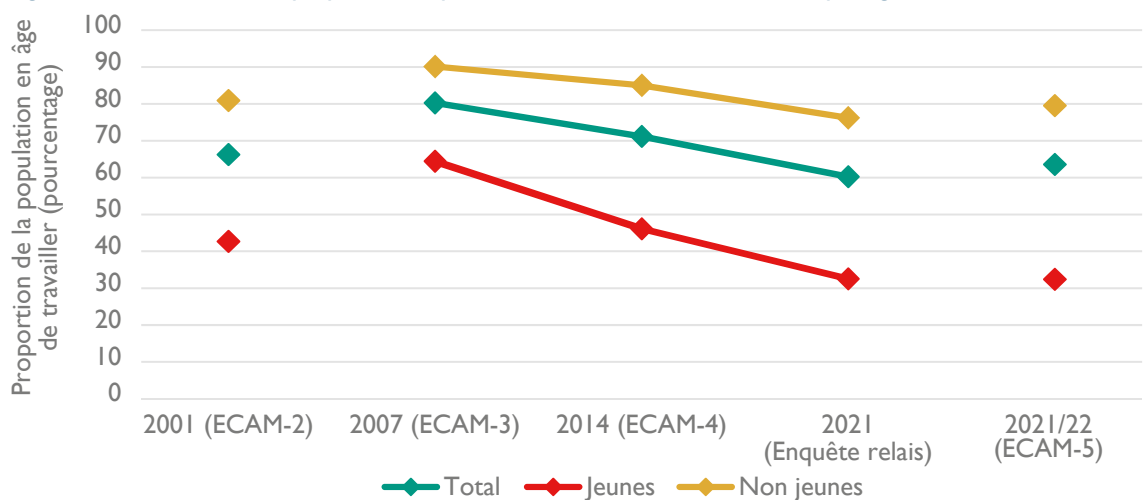


**Remarque :** Proportion de personnes travaillant parmi la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans) présentée dans le **Panneau A**. Taux d'activité pour les personnes âgées de 15 ans et plus présenté dans le **Panneau B**. Dans le **Panneau A**, les comparaisons ne sont possibles qu'entre l'ECAM-3, l'ECAM-4 et l'enquête relais de 2021.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais de 2021 (pour le **Panneau A**); EESI 2005, EESI 2021 (pour le **Panneau B**); et estimations de la Banque mondiale.

**La baisse de la proportion de la population active a été particulièrement marquée chez les jeunes Camerounais.** Entre 2007 et 2021, le pourcentage de jeunes actifs a diminué d'environ de moitié, passant de 64,4 pour cent à 32,5 pour cent (**Figure 14**). Cette baisse montre que le manque d'opportunités d'emploi affecte nettement plus la population croissante des jeunes camerounais, y compris ceux à la recherche de leur premier emploi.

Figure 14. Tendances de la proportion de personnes travaillant au Cameroun, par âge

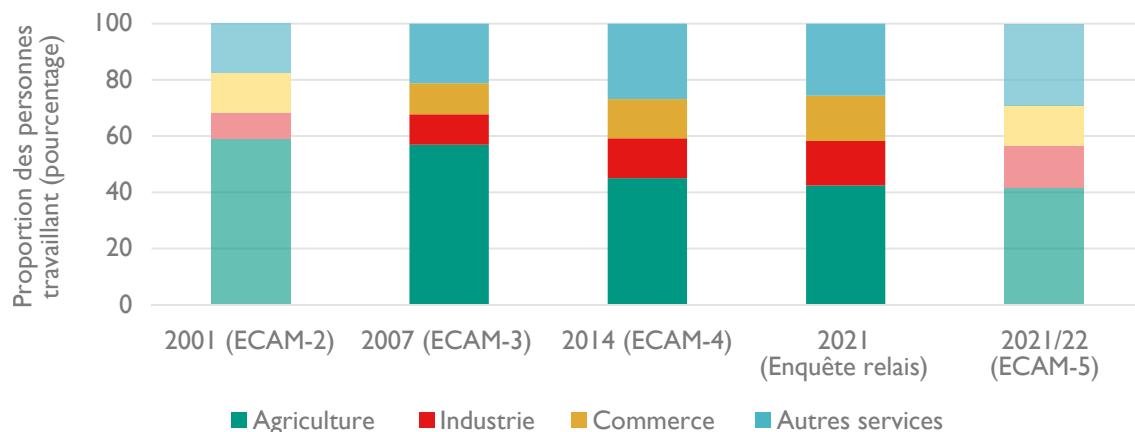


**Remarque :** Les jeunes sont définis comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, et les non jeunes comme celles âgées de 25 à 64 ans. Les comparaisons ne sont possibles qu'entre l'ECAM-3, l'ECAM-4 et l'enquête relais de 2021.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais de 2021 et estimations de la Banque mondiale.

**La proportion de travailleurs actifs dans le secteur agricole au Cameroun a considérablement diminué au cours des vingt dernières années.** Entre 2007 et 2021, la proportion des travailleurs exerçant principalement dans l'agriculture est passée de 57,0 pour cent à 42,4 pour cent, soit une baisse d'environ un quart (*Figure 15*). Cette baisse s'inscrit dans le contexte d'une urbanisation rapide durant la même période, les personnes s'installant en milieu urbain ayant moins de probabilité de travailler dans l'agriculture. L'emploi s'est déplacé de manière assez homogène vers l'industrie, le commerce (achat et vente) et d'autres services non commerciaux, la proportion des travailleurs dans ces secteurs augmentant respectivement de 5,1; 5,0; et 4,5 points de pourcentage de 2007 à 2021.

Figure 15. Évolution de l'activité principale des chefs de ménage

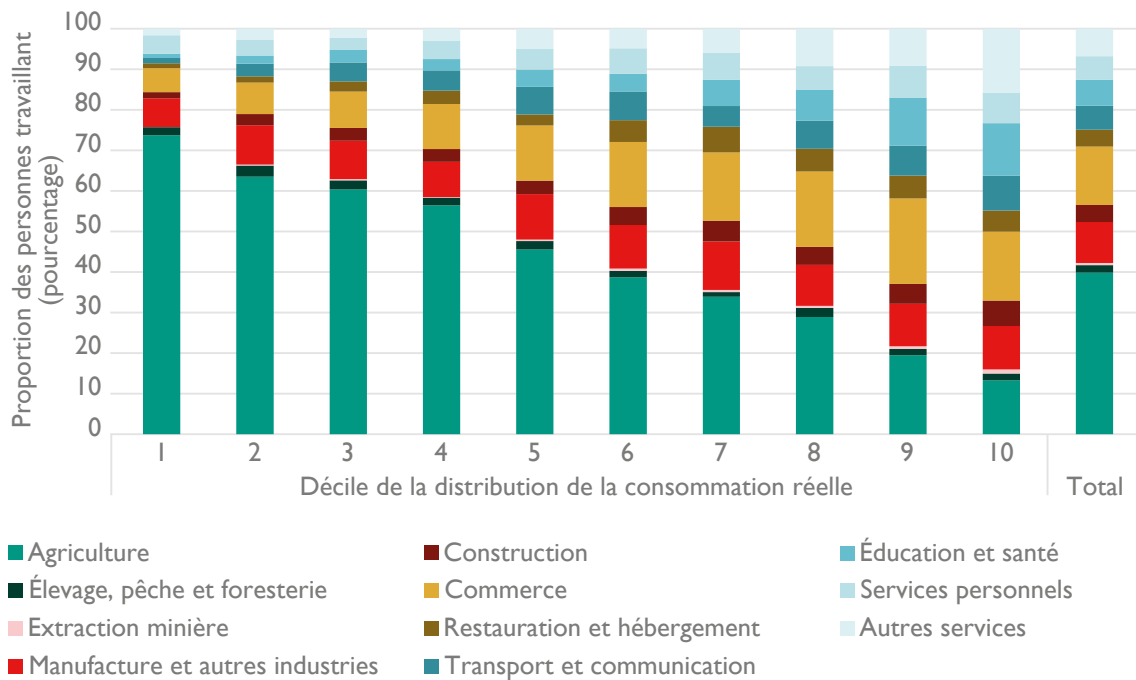


**Remarque :** Échantillon limité aux travailleurs camerounais âgés de 15 à 64 ans. Les comparaisons ne sont possibles qu'entre l'ECAM-3, l'ECAM-4 et l'enquête relais de 2021.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais de 2021 et estimations de la Banque mondiale.

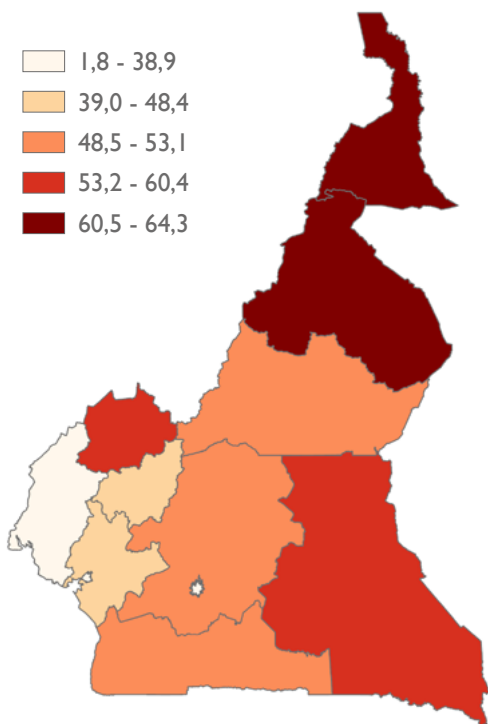
**Bien que les emplois hors secteur agricole soient majoritairement occupés par des Camerounais issus de ménages non pauvres, le déplacement des travailleurs vers des emplois non agricoles n'a pas conduit à une réduction de la pauvreté, en partie parce que les types d'emplois spécifiques dans le secteur des services occupés par ces travailleurs sont relativement moins productifs.** Environ 65,3 pour cent des travailleurs issus des 40 pour cent des ménages les plus pauvres travaillent dans l'agriculture, contre 25,9 pour cent des 60 pour cent les plus riches (*Figure 16*). Les données macroéconomiques montrent également que la productivité moyenne du travail est plus élevée dans les services (y compris le commerce et les autres services) et dans l'industrie. Toutes choses étant égales par ailleurs, travailler en dehors de l'agriculture semble donc être associé à la sortie de la pauvreté. Cependant, bien que certains types d'emplois dans le secteur des services – tels que ceux dans l'éducation et la santé – soient clairement concentrés dans les déciles supérieurs, la distribution est beaucoup plus homogène dans d'autres sous-secteurs, tels que le commerce, le transport, la communication et les services personnels. En conséquence, trouver un emploi en dehors du secteur agricole ne suffit pas en soi : les travailleurs ont besoin d'emplois suffisamment productifs pour pouvoir sortir de la pauvreté.

Figure 16. Activité principale sur le marché du travail au Cameroun, par décile de consommation, 2021-2022



**Remarque :** Échantillon limité aux travailleurs camerounais âgés de 15 à 64 ans. Les comparaisons ne sont possibles qu'entre l'ECAM-3, l'ECAM-4 et l'enquête relais de 2021.  
**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais de 2021 (pour le *Panneau A*); EESI 2005, EESI 2021 (pour le *Panneau B*); et estimations de la Banque mondiale.

Figure 17. Proportion des Camerounais actifs dont l'activité primaire est dans l'agriculture, par région, 2021/22



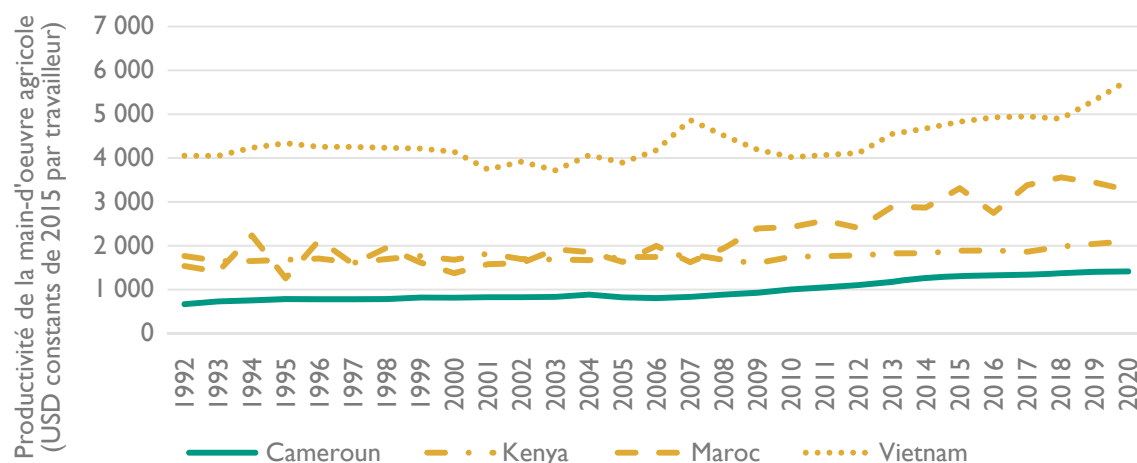
**Remarque :** Échantillon limité aux travailleurs camerounais âgés de 15 à 64 ans.  
**Source :** Humanitarian Data Exchange et GRID-3 (pour les fichiers de formes), ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**Bien que la main-d'œuvre se réoriente actuellement vers les services, l'agriculture garde un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté, en particulier dans les régions à la traîne au Cameroun.** Malgré l'augmentation de la pauvreté urbaine et l'évolution générale vers les services, les pauvres restent nettement plus concentrés en milieu rural et dans les emplois agricoles. Par ailleurs, l'agriculture est un pourvoyeur d'emplois particulièrement important dans les régions qui risquent de se retrouver à la traîne, où les conflits prolifèrent et la pauvreté s'aggrave, notamment dans le nord du Cameroun (*Figure 17*). En conséquence, les politiques visant à améliorer la productivité agricole sont essentielles pour réduire la pauvreté dans ces régions.

**Bien que l'agriculture au Cameroun se porte modérément bien, elle présente encore de fortes possibilités d'amélioration.** La productivité du travail agricole au Cameroun a augmenté d'environ trois quarts au cours des deux dernières décennies, mais elle reste nettement inférieure à celle des pairs aspirationnels du pays (*Figure 18*). Cette situation tient en partie à la faible utilisation d'intrants, notamment d'engrais, de produits

phytosanitaires, d'outils et de main-d'œuvre hors du ménage. Cependant, les agriculteurs ont également des difficultés à écouler leur production à cause de l'éloignement des marchés ou le mauvais état des routes de desserte. Il faudra veiller attentivement à ce que les politiques visant à améliorer la productivité agricole soient adaptées aux différentes régions du Cameroun, compte tenu de la grande diversité des moyens de subsistance agricoles à travers le pays. Cela est d'autant plus important que certaines pratiques de subsistance sont plus exposées aux chocs que d'autres. Par exemple, les chocs climatiques pourraient constituer une menace particulière pour les cultures pluviales dans le nord du pays – qu'il s'agisse de cultures de base ou de rente – étant donné que c'est la région où l'augmentation des chaleurs extrêmes et des sécheresses devrait être la plus marquée.

Figure 18. Productivité du travail agricole au Cameroun et dans les pays de comparaison.



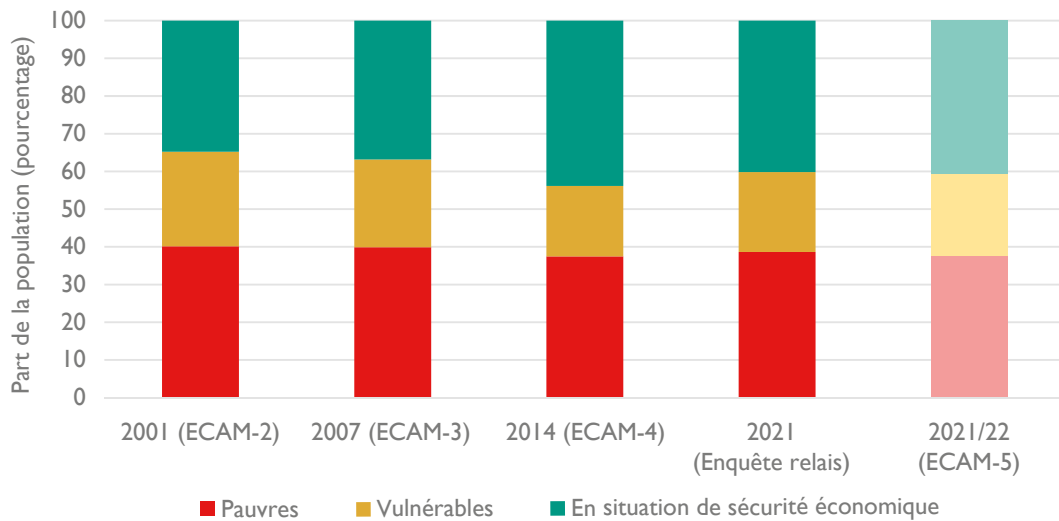
Source : WDI et estimations de la Banque mondiale.

## PO6. Les conflits et les chocs climatiques posent des risques grandissants pour les efforts de réduction de la pauvreté.

Environ un Camerounais sur cinq n'est pas pauvre actuellement mais risque de basculer dans la pauvreté en cas de choc. En 2021-2022, 21,6 pour cent de la population avait des niveaux de consommation compris entre 1 et 1,5 fois le seuil de pauvreté, ce qui signifie qu'ils n'étaient pas pauvres mais étaient vulnérables au risque de basculer dans la pauvreté (Figure 19). Cette situation signifie qu'environ un tiers des Camerounais non pauvres étaient vulnérables. La proportion de Camerounais vulnérables a baissé un peu plus que la proportion des pauvres au cours des deux dernières décennies (de 2001 à 2021) parce que la croissance de la consommation au milieu de la distribution de la consommation a dépassé la croissance de la consommation des Camerounais les plus pauvres.

Environ 6 Camerounais sur 10 ont subi un choc négatif sous une forme ou une autre au cours des trois dernières années ; les ménages pauvres et vulnérables ont été nettement plus exposés aux chocs climatiques et sécuritaires. Tous types de chocs confondus, 59,7 pour cent des Camerounais vivaient dans un ménage qui avait été touché par un choc au cours des trois années précédant l'ECAM-5 (Figure 20). Les chocs sanitaires ont été les plus courants : 33,2 pour cent des Camerounais en ont vécu. Cependant, les chocs climatiques, les chocs liés aux prix des produits alimentaires et les chocs sécuritaires sont également relativement répandus, ayant affecté respectivement 10,6 pour cent, 14,1 pour cent et 18,6 pour cent des Camerounais au cours des trois années précédant l'enquête. Certains chocs ont affecté la population de manière inégale, frappant davantage les ménages pauvres et vulnérables que ceux qui étaient économiquement stables (c'est-à-dire ceux qui n'étaient ni pauvres ni vulnérables). La proportion de personnes appartenant à des ménages pauvres

Figure 19. Pauvreté et vulnérabilité au Cameroun, 2001-2022

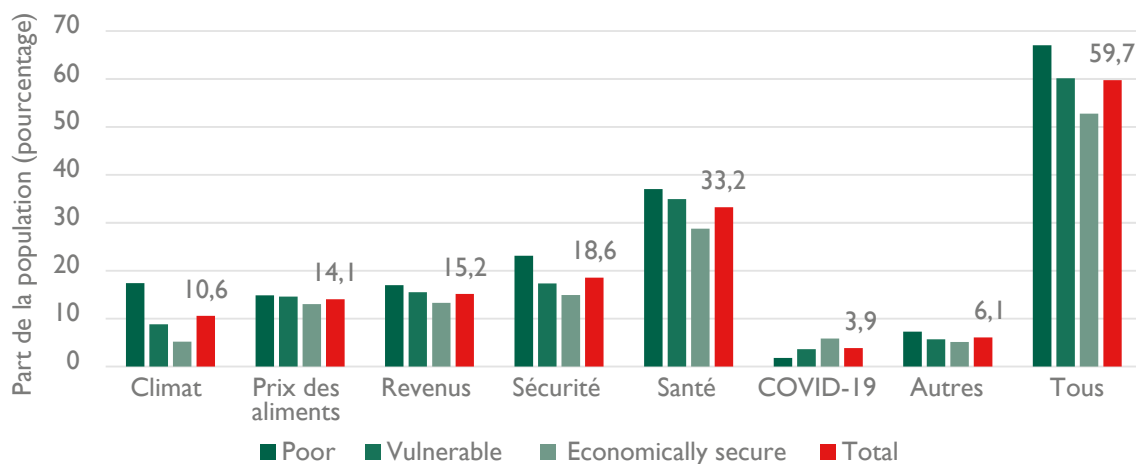


**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et, le cas échéant, temporellement pour permettre la comparaison avec les seuils de pauvreté et de vulnérabilité nationaux. Seuil de vulnérabilité fixé à 1,5 fois le seuil de pauvreté. Les estimations de 2001, 2007, 2014 et de l'enquête relais sont comparables. Les estimations 2021-2022 de l'ECAM-5 représentent les meilleures estimations les plus récentes. Cependant, elles ne peuvent être comparées à celle des enquêtes précédentes.

**Source :** ECAM-2, ECAM-3, ECAM-4, ECAM-5, enquête relais 2021 et estimations de la Banque mondiale.

ayant subi des chocs liés au climat au cours des trois années précédant l'ECAM-5 était plus de trois fois supérieure à celle des ménages en sécurité économique. De même, la proportion de personnes appartenant à des ménages pauvres subissant des chocs liés à la sécurité était environ 1,5 fois supérieure à celle des ménages en sécurité économique. Ces différences peuvent tenir en partie au fait que les chocs climatiques et les conflits sont concentrés dans les régions du Cameroun où la pauvreté est plus élevée et où les Camerounais pauvres sont plus susceptibles de s'engager dans des activités agricoles.

Figure 20. Chocs vécus au Cameroun selon le niveau de vulnérabilité, 2021-2022



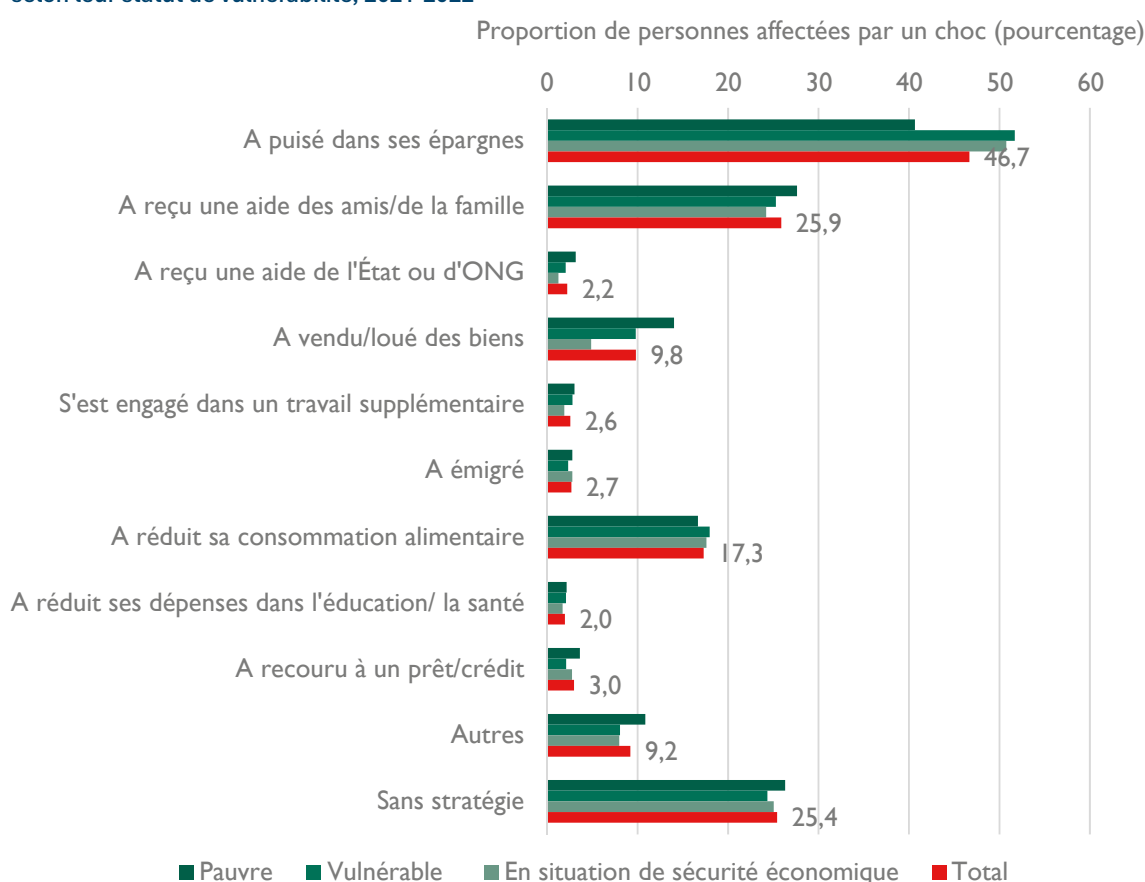
**Remarque :** La consommation est déflatée spatialement et temporellement pour pouvoir être comparée au seuil de pauvreté et au seuil de vulnérabilité nationaux de manière à déterminer le niveau de vulnérabilité. Seuil de vulnérabilité fixé à 1,5 fois le seuil de pauvreté. Chocs rapportés pour les trois années précédant l'ECAM-5.

**Source :** ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**En réponse aux chocs, les ménages camerounais adoptent généralement des stratégies d'adaptation telles que l'utilisation de l'épargne, la vente ou la location d'actifs et la réduction de la consommation alimentaire, ce qui peut avoir des conséquences à long terme sur leur bien-être.** Parmi les Camerounais vivant dans des ménages affectés par

un choc, 46,7 pour cent ont puisé dans leur épargne, 9,8 pour cent ont vendu ou loué des actifs, tandis que 17,3 pour cent ont réduit leur consommation alimentaire (Figure 21). Ces stratégies d'adaptation étaient répandues autant chez les ménages pauvres, vulnérables qu'économiquement en sécurité. En plus d'avoir un impact sur les ménages dans l'immédiat, elles pourraient également avoir des effets à long terme sur leur bien-être. Par exemple, à moins que l'épargne et les actifs ne puissent être reconstitués, le retrait de l'épargne et la vente d'actifs pourraient affaiblir la stabilité financière des ménages à l'avenir, limitant éventuellement leurs investissements dans le capital physique et humain et leurs revenus futurs. De même, la réduction de la consommation alimentaire représente non seulement une perte de bien-être au moment où elle se produit, mais pourrait entraîner la malnutrition et le retard de croissance et avoir ainsi des répercussions sur le niveau d'instruction et le développement du capital humain à long terme.

Figure 21. Stratégies d'adaptation adoptées par les ménages affectés par un choc au Cameroun, selon leur statut de vulnérabilité, 2021-2022

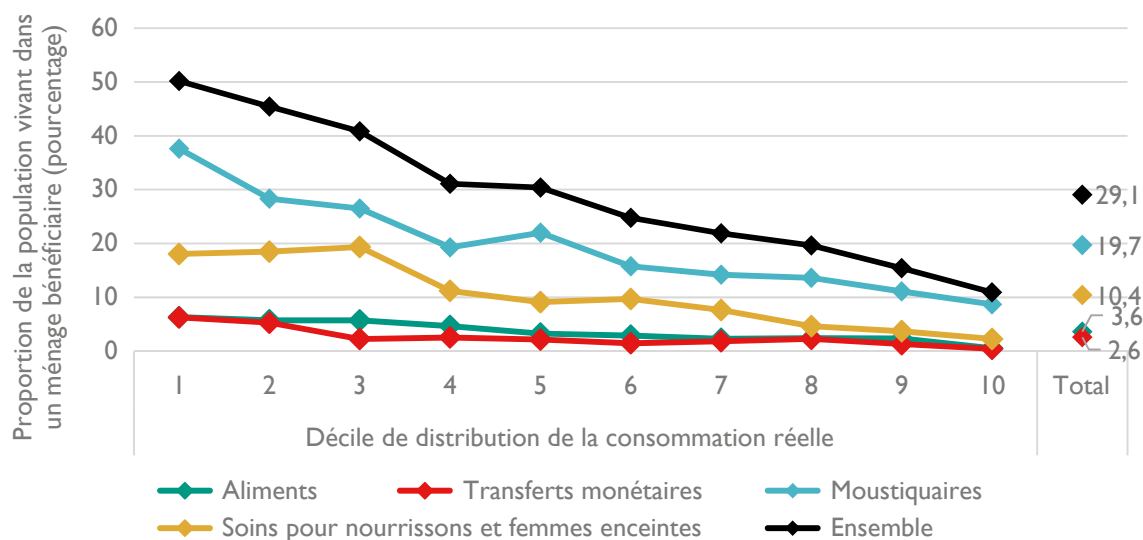


Remarque : ONG = organisations non gouvernementales. Chocs rapportés pour les trois années précédant l'ECAM-5. La figure porte sur les ménages affectés par un choc et la principale stratégie d'adaptation adoptée.  
 Source : ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**Les Camerounais pourraient se tourner vers des stratégies d'adaptation négatives parce que l'aide sociale est si rare. La proportion de Camerounais recevant une assistance monétaire ou alimentaire semble minuscule au regard de la prévalence de la pauvreté et de la vulnérabilité.** En 2021-2022, seuls 3,6 pour cent des Camerounais vivaient dans des ménages ayant reçu une aide alimentaire au cours des 12 mois précédents une enquête menée et seuls 2,6 pour cent vivaient dans des ménages ayant reçu des transferts monétaires, y compris ceux des Projets Filets Sociaux (PFS) (Figure 22). Ces proportions sont de loin inférieures à la part des Camerounais vivant dans la pauvreté (37,7 pour cent) et davantage inférieures à la part des personnes pauvres ou vulnérables (59,2 pour cent). Il en découle que

la proportion de Camerounais vivant en dessous du seuil de pauvreté qui ont bénéficié de ces formes d'appui était également faible : seuls 5,6 pour cent des Camerounais pauvres ont reçu une aide alimentaire et 4,2 pour cent ont bénéficié de transferts monétaires. La proportion de Camerounais bénéficiant d'autres types d'assistance sociale était plus élevée : 10,4 pour cent vivaient dans un ménage recevant des soins pour nourrissons ou femmes enceintes et 19,7 pour cent vivaient dans un ménage ayant reçu des moustiquaires. Ces transferts en nature ont leur importance dans l'amélioration des résultats de santé et les résultats plus généraux en matière de capital humain, mais n'apportent pas une réponse suffisante au faible accès des Camerounais pauvres aux produits alimentaires et non alimentaires dont ils ont besoin.

Figure 22. Aides reçues des programmes d'assistance sociale au Cameroun par décile de consommation, 2021-2022

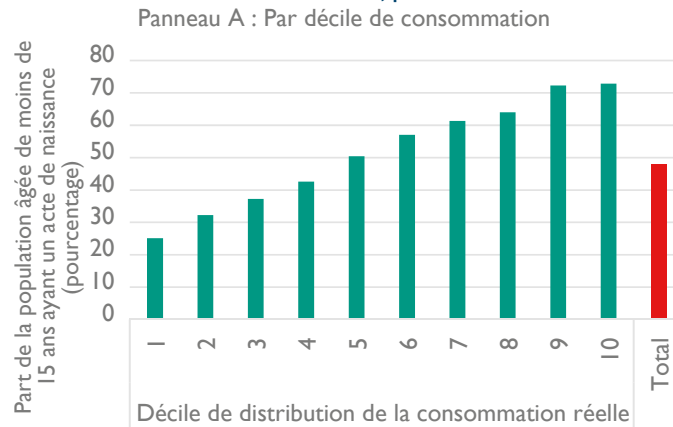


**Remarques :** La consommation est déflatée spatialement et temporellement. La catégorie « Aliments » comprend les dons de céréales, de farine ou de semoule, les aliments pour les écoliers, les vivres contre travail et les suppléments nutritionnels pour les enfants malnutris. Les « transferts monétaires » incluent les programmes de travaux publics.

**Source :** ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**L'absence d'identification formelle peut limiter l'accès aux services essentiels – y compris la protection sociale – et concerne nettement plus les pauvres.** Il est souvent exigé des personnes de disposer d'une pièce d'identité pour pouvoir bénéficier des services fournis par l'État, notamment les programmes de protection sociale, d'éducation et de soins de santé. Par exemple, un acte de naissance est généralement demandé pour obtenir le certificat de fin d'études primaires, qui est requis pour poursuivre les études au niveau secondaire. Cette exigence a un impact direct sur la scolarisation : même après prise en compte des caractéristiques individuelles et du niveau de consommation des ménages, les enfants en âge d'aller à l'école primaire avec des caractéristiques par ailleurs équivalentes ont 15,8 points de pourcentage de chances de plus d'être scolarisés s'ils possèdent un acte de naissance. Cependant, moins de la moitié des Camerounais âgés de moins de 15 ans avaient un acte de naissance en 2021-2022, et la part parmi les 40 pour cent les plus pauvres de la distribution de la consommation était environ la moitié de celle parmi les 60 pour cent les plus riches (Figure 23). La loi de 2024 sur l'organisation du système d'enregistrement des faits d'état civil au Cameroun réforme et modernise le système d'état civil camerounais pour le mettre en conformité avec les normes internationales. Elle introduit des améliorations à la fois matérielles et organisationnelles, notamment la numérisation et l'informatisation. Une caractéristique notable est la création d'un numéro d'identification personnel unique, une avancée majeure pour améliorer l'accès à l'identification.

Figure 23. Possession d'acte de naissance au Cameroun, par décile de consommation, 2021-2022



Remarques : La consommation est déflatée spatialement et temporellement.

Source : ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

## PO7. Avec la bonne combinaison de politiques, le Cameroun pourrait exploiter son potentiel de réduction de la pauvreté.

Compte tenu de la diversité des défis de développement auxquels le Cameroun est confronté, les politiques de réduction de la pauvreté doivent être adaptées à la diversité des personnes dans les différentes régions du pays. Certaines politiques de réduction de la pauvreté sont transversales et contribuent à atténuer les contraintes de pauvreté de manière holistique, concernant ainsi tous les Camerounais. Il s'agit notamment des réformes visant à stimuler une croissance inclusive, à créer des emplois et à élargir la couverture de l'assistance sociale, de l'identification formelle et de l'infrastructure numérique. Par contre, d'autres politiques doivent être ajustées de manière à correspondre aux défis de développement spécifiques des différents groupes au sein de la population camerounaise. D'une manière générale, la décentralisation de l'élaboration des politiques peut contribuer à la réalisation de cet objectif dans la mesure où elle permet que les politiques locales s'attaquent spécifiquement aux problèmes locaux. Des mesures particulières sont proposées dans ce rapport pour deux zones particulières : (1) les régions à la traîne et (2) le milieu urbain. La **Figure 24** donne une représentation schématique des principales suggestions politiques du rapport.

Figure 24. Politiques pour mettre à profit le potentiel de réduction de la pauvreté du Cameroun  
Promouvoir la paix, la sécurité et la bonne gouvernance



Source : Banque mondiale

**Les défis de développement du Cameroun sont présents de longue date et sont bien documentés, ce qui fait que bon nombre des recommandations politiques ne sont pas nouvelles.** Plusieurs rapports passés ont mis en évidence des problèmes tels que l'insécurité, la nécessité de réformes macro-budgétaires, l'insuffisance de la décentralisation et le manque d'investissement dans le capital humain et la protection sociale. Ces défis, ainsi que les politiques compensatoires nécessaires pour s'y attaquer, sont présentés dans les rapports passés de la Banque mondiale (voir le Mémorandum économique pays de 2017 (Banque mondiale, 2017), du FMI (FMI, voir le Mémorandum des services du FMI pour le Cameroun) (FMI, 2018) et de la Banque africaine de développement (BAD, voir le Document de stratégie pays 2015-2020 pour le Cameroun (BAD, 2015). Cependant, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été minimes au cours des deux dernières décennies, ce qui voudrait dire qu'il reste encore à mettre en œuvre les solutions proposées.

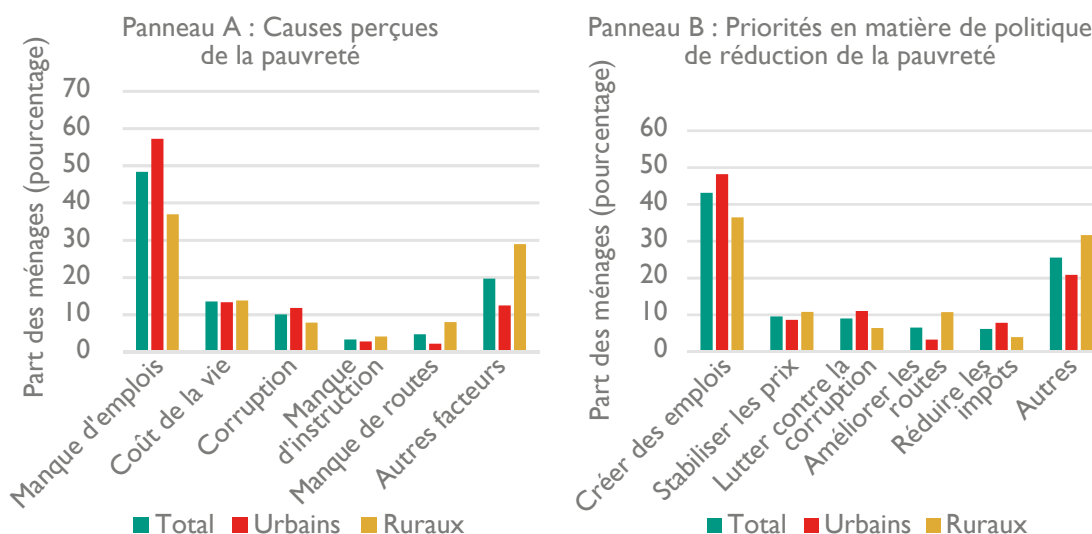
### ***Le renforcement de la paix et de la sécurité est essentiel à la réduction de la pauvreté.***

**La paix et la sécurité sous-tendent tous les efforts de réduction de la pauvreté au Cameroun.** Les conflits et la violence se sont considérablement intensifiés dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, et il est possible que le conflit s'étende à d'autres zones. Ces conflits perturbent l'activité économique, notamment l'agriculture, chassent les populations de leurs foyers et limitent l'accès aux infrastructures de base et aux services tels que l'éducation et les soins de santé (International Crisis Group, 2018; Human Right Watch, 2021). Les liens de cause à effet entre les conflits, les déplacements et la pauvreté sont complexes, mais à l'échelle mondiale, la pauvreté devient progressivement plus concentrée dans les environnements fragiles et touchés par les conflits (Corral, Irwin, Krishnan, Mahler et Vishwanath, 2020). Dans de nombreuses régions du Cameroun, en particulier dans les régions à la traîne, il y a clairement un chevauchement entre pauvreté et conflits. L'avancement dans les politiques de réduction de la pauvreté peut se trouver rapidement inversé en cas de conflit et de violence. Par conséquent, le renforcement de la paix et de la sécurité reste essentiel si l'on veut aider les Camerounais à sortir de la pauvreté.

### ***La création d'emplois est essentielle pour une réduction durable de la pauvreté au Cameroun.***

**Les Camerounais accordent la priorité à l'emploi avant toute autre question politique.** Près de la moitié des Camerounais estiment que le manque d'emplois est la principale cause de la pauvreté dans le pays (**Figure 25**). La création d'emplois ressort également comme la politique la plus fréquemment avancée par les ménages pour lutter contre la pauvreté. Cette opinion vient renforcer un message central du présent rapport : la création d'emplois productifs est essentielle pour répartir les bénéfices de la croissance économique et réduire la pauvreté au Cameroun.

Figure 25. Principales priorités politiques des Camerounais



**Remarque :** Des pondérations au niveau des ménages ont été appliquées, de sorte que les résultats correspondent à la part des ménages. Les résultats montrent ce que chaque ménage considère comme la principale cause de la pauvreté au Cameroun (**Panneau A**) et sa principale priorité politique (**Panneau B**).

**Source :** ECAM-5 et estimations de la Banque mondiale.

**La création d'emplois et la croissance inclusive dépendent de réformes visant à encourager l'investissement du secteur privé, à exploiter le commerce international et à débloquer des ressources budgétaires pour les dépenses en faveur des pauvres.** Alors qu'un diagnostic complet des facteurs de croissance paraîtra bientôt dans le Mémoire économique pays (CEM) de la Banque mondiale, l'efficacité de plusieurs politiques fondamentales d'accélération de la croissance ressort déjà clairement. Premièrement, le Cameroun peut capitaliser sur les efforts menés par le passé pour améliorer l'environnement des investissements du secteur privé. À ce titre, il faudra s'attaquer à des problèmes tels que les inégalités d'application de la fiscalité entre secteurs, les barrières réglementaires et la faiblesse des droits de propriété, en particulier en ce qui concerne le foncier (Amoretti et Maur, 2022). De même, la réduction des subventions et autres appuis dont bénéficient les entreprises publiques pourrait aider les entreprises privées à se développer et à prospérer dans les secteurs dominés par les entreprises publiques. Deuxièmement, le Cameroun peut mieux exploiter ses avantages naturels pour le commerce international. En diversifiant ses exportations de manière à ne plus se limiter au pétrole, au gaz et à d'autres produits primaires, le Cameroun pourrait créer davantage de valeur et d'emplois dans le pays même plutôt qu'ailleurs. Cet objectif peut être réalisé en renforçant la connectivité des marchés à travers des investissements dans les infrastructures et en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce, ce qui donnerait davantage d'efficacité à des points d'entrée et de sortie tels que Douala. Troisièmement, le Cameroun peut maintenir l'élan de réforme budgétaire de manière à pouvoir débloquer les ressources nécessaires aux politiques favorables aux pauvres. Ce processus a déjà été entamé, avec les réductions des subventions aux carburants en 2014, 2016, 2023 et 2024. Toutefois, les efforts visant à atténuer les effets de ces réformes des subventions pourraient ne pas atteindre les pauvres et les vulnérables. Par exemple, les effets de la politique de compensation du Gouvernement consistant à relever le salaire minimum et les salaires du secteur public ne seront pas ressentis par la plupart des travailleurs issus de ménages pauvres, étant donné que d'une part, ils sont concentrés dans des emplois informels et indépendants et d'autre part, la règle du salaire minimum n'est pas entièrement appliquée. Pour maximiser les effets en matière de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté, il faudra veiller à ce que les économies budgétaires soient canalisées vers des programmes qui viennent en aide aux Camerounais les plus pauvres.

***L'élargissement de l'aide sociale, l'investissement dans les infrastructures numériques et l'amélioration de l'identification officielle peuvent contribuer à réduire la pauvreté au Cameroun à court terme.***

Si la création d'emplois productifs et inclusifs est la clé d'une réduction durable de la pauvreté à long terme, d'autres leviers politiques – notamment l'élargissement de l'aide sociale, l'investissement dans les infrastructures numériques et l'amélioration de l'identification officielle – peuvent commencer à sortir les Camerounais de la pauvreté **dès maintenant**. L'un des moyens les plus directs de canaliser les économies budgétaires vers les pauvres serait d'élargir le système d'assistance sociale du Cameroun. Les programmes d'assistance sociale – y compris les initiatives de filets de sécurité dans le cadre du Projet Filets Sociaux (PFS) – semblent être progressifs et atteignent effectivement les ménages les plus pauvres. Bien que la contribution du gouvernement au financement du Projet Filets Sociaux soit passée de moins de 5 % lors de la première phase (2013–2018) à 60 % lors de la deuxième phase (2019–2022), le projet reste fortement dépendant du soutien des donateurs et des prêts concessionnels. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour institutionnaliser pleinement ces programmes. De plus, un registre social unifié est essentiel pour institutionnaliser l'assistance sociale au Cameroun, car il permettrait de rationaliser la distribution de l'aide aux populations vulnérables, d'améliorer le ciblage et de renforcer la coordination entre les programmes. Le gouvernement travaille déjà en étroite collaboration avec les partenaires au développement sur cette initiative, dans le but de mettre en place un système de protection sociale plus efficace et durable. Les gains à long terme en matière d'assistance sociale peuvent être renforcés en combinant des transferts monétaires avec une formation et un appui aux opportunités de subsistance ou des investissements ciblés dans les services de santé et d'éducation par le biais de programmes dits « cash plus » (Gentilini, 2016; Banerjee, Karlan, Darko Osei, Trachtman, & Udry, 2020; Gilligan, et al., 2020; Loeser, Özler, & Premand, 2021). Une telle formule est déjà mise en œuvre à travers le Projet de filets sociaux qui comprend non seulement une composante « argent contre travail », mais fournit également un appui au développement de la petite enfance et à l'adaptation au climat à ceux qui reçoivent des transferts monétaires réguliers (Banque mondiale, 2022). Il pourrait être plus facile de proposer de tels programmes si, parallèlement, le Gouvernement parvient à combler les lacunes en matière d'identification officielle et d'infrastructure numérique. Un tel effort pourrait consister en partie à réduire les limites bureaucratiques que l'identification officielle (ou l'absence d'identification officielle) peut poser en matière d'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services dans le but d'éviter que les pauvres et les vulnérables ne soient exclus. Par ailleurs, le Gouvernement peut améliorer l'accès aux téléphones mobiles et à Internet en favorisant simultanément les investissements privés dans les télécommunications et en développant les compétences nécessaires à une utilisation efficace de ces outils (Vora & Dolan, 2022). La mise en place de ces fondations profitera à tous les Camerounais pauvres et vulnérables, quel que soit l'endroit où ils vivent.

***Le renforcement de la décentralisation pourrait aider à adapter les politiques à la diversité des défis de développement du Cameroun.***

Le renforcement de la décentralisation de l'élaboration des politiques pourrait aider le Cameroun à répondre à l'évolution des besoins de développement au niveau local. Suite à la montée des conflits dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et au regard de la persistance des inégalités entre régions, la politique de décentralisation a retrouvé un nouvel élan ces dernières années au Cameroun. À cet effet, la loi n° 2019/024 a institué en 2019 le Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CGCTD), qui a accordé certaines compétences aux régions et aux communes et a fixé un montant minimum (15 pour cent du budget total) à transférer du niveau central aux autorités locales (Fall, Frisa, & Nkouna, 2021). En théorie, la décentralisation peut contribuer à assurer que les services fournis au

niveau local correspondent aux besoins locaux, à améliorer la redevabilité et à réduire les tensions entre les différentes régions, en particulier entre les régions anglophones et les autorités centrales (Banque mondiale, 2012; Myerson, 2021). Dans la pratique, cependant, au moins trois contraintes font obstacle à l'aboutissement de la décentralisation au Cameroun. Premièrement, il subsiste des contraintes politiques : le gouvernement central maintient un contrôle étroit sur les autorités locales par l'intermédiaire des gouverneurs et des préfets (Fall, Hilger, Vaillancourt, Perrot, & Daller, 2020). Deuxièmement, des contraintes administratives se posent : les compétences dévolues aux autorités locales ne sont définies qu'en termes très larges et les capacités des autorités au niveau des régions et des communes sont limitées. Troisièmement, il subsiste des contraintes budgétaires : les pouvoirs des collectivités locales en matière de collecte de recettes sont limités. De ce fait, elles dépendent du gouvernement central pour leur financement, alors que les allocations aux collectivités locales sont bien inférieures à l'objectif de 15 pour cent et que la formule utilisée pour déterminer le montant de financement pour chaque région et commune n'est pas claire (Fall, Mituzani, & Vaillancourt, 2023). Il est essentiel d'apporter une réponse à ces problèmes pour maximiser les avantages potentiels de la décentralisation. Cela est particulièrement important si l'on veut élaborer des politiques sur mesure pour les régions à la traîne et les zones urbaines en croissance du Cameroun. La loi de 2024 sur la fiscalité locale pourrait contribuer à réduire ces contraintes en renforçant l'autonomie financière des collectivités locales. Cette loi introduit une taxe de développement local, prélevée sur le salaire de base des travailleurs des secteurs public et privé, variant de 3 000 à 30 000 XAF par an. Les recettes générées par cette taxe renforceront la capacité des municipalités à fournir des services essentiels à la population, tels que l'éclairage public, l'assainissement, la collecte des déchets, les services d'ambulance, l'approvisionnement en eau et l'électrification.

***Des améliorations doivent être apportées à trois éléments constitutifs fondamentaux de la réduction de la pauvreté en ce qui concerne les régions à la traîne du Cameroun : le capital humain, la productivité agricole et les infrastructures de base.***

**Les régions à la traîne ont encore besoin d'investissements dans trois éléments constitutifs fondamentaux de la réduction de la pauvreté : premièrement, il y existe encore de larges possibilités d'amélioration en ce qui concerne les résultats en matière de capital humain.** L'amélioration des résultats en matière de santé et d'éducation, en particulier au début de la vie, peut contribuer à une réduction de la pauvreté intergénérationnelle à long terme dans la mesure où elle rehausse le potentiel productif des personnes (Bhula, Mahoney, & Murphy, 2020; Holla, Bendini, Dinarte, & Trako, 2021). Bien que certaines zones rurales et le nord du Cameroun commencent apparemment à rattraper leur retard en matière de résultats du capital humain, ils restent à la traîne par rapport au reste du pays. Comme les données géospatiales le montrent, de nombreux enfants camerounais vivant dans des zones reculées et rurales ne peuvent tout simplement pas se rendre à l'école. Ainsi, il faudrait soit construire de nouvelles infrastructures scolaires, soit améliorer les routes pour leur permettre d'accéder aux écoles existantes. La mauvaise qualité des écoles pourrait également entraver l'apprentissage : les écoles en milieu rural ont des ratios élèves-enseignant plus élevés et sont moins susceptibles de disposer suffisamment d'eau, de latrines et d'électricité. En outre, l'enseignement technique axé sur les compétences favorisant l'auto-emploi est crucial pour doter les jeunes de compétences pratiques et créer des opportunités économiques au-delà de l'emploi traditionnel. Dans ce contexte, la SND30 vise à développer la formation professionnelle et technique, en augmentant la proportion d'élèves de 10 % à 25 % au niveau secondaire et de 18 % à 35 % au niveau supérieur d'ici 2030.

**Deuxièmement, l'amélioration de la productivité agricole, qui est étroitement liée à la préservation et à l'exploitation du capital naturel du Cameroun, reste essentielle à la**

**réduction de la pauvreté dans les régions à la traîne.** Le renforcement du capital humain ne permettra de réduire la pauvreté sur le long terme que s'il existe des moyens de subsistance qui permettent de mobiliser le potentiel productif des personnes. Dans les régions à la traîne du Cameroun, les moyens de subsistance sont et continueront d'être concentrés dans l'agriculture. Le Cameroun peut améliorer la productivité agricole en améliorant l'accès des exploitants agricoles aux marchés des intrants (pour les semences, les engrais, les outils et la main-d'œuvre dont ils ont besoin) ainsi qu'aux marchés des produits – les aidant à vendre leurs produits dans le pays et hors des frontières du pays. Il sera également essentiel de renforcer la résilience aux chocs et d'aider les agriculteurs à adopter des technologies qui permettront de préserver le capital naturel alors qu'ils sont aux prises avec les effets du changement climatique.

**Troisièmement, le développement du capital humain et l'amélioration de la productivité agricole dans les régions à la traîne dépend de l'investissement dans les infrastructures de base, notamment les routes et l'électricité.** Dans certaines régions du Cameroun, notamment dans le Nord du pays mais aussi dans les régions de l'Adamaoua et du Centre, il faut parfois plus d'une heure pour atteindre le réseau de routes classées.<sup>(2)</sup> De même, l'accès à l'électricité peut soutenir le développement de l'infrastructure numérique, améliorer la qualité des soins et de l'enseignement dans les établissements de santé et d'éducation respectivement, et élargir les possibilités de subsistance des populations (Ratledge, Cadamuro, de la Cuesta, Stigler, & Burke, 2022). Il n'y a rien de nouveau à dire, en termes de politiques, qu'il est nécessaire de développer le capital humain, la productivité agricole et les infrastructures de base. Cependant, ces mesures prennent une urgence particulière dans les régions à la traîne du Cameroun si l'on veut éviter qu'elles ne soient laissées pour compte.

### *Les villes du Cameroun ont besoin de nouvelles politiques pour lutter contre la pauvreté urbaine.*

**De nouveaux défis de développement prennent de l'ampleur dans les villes du Cameroun et exigent d'améliorer la planification urbaine, les transports intra-urbains, la politique du logement et l'intégration des migrants ruraux.** Les politiques nécessaires pour lutter contre la pauvreté urbaine ne sont pas les mêmes que celles qu'il faut pour lutter contre la pauvreté rurale. La congestion érode les effets d'agglomération et les gains économiques potentiels de l'urbanisation. Pourtant, une meilleure planification urbaine pourrait améliorer l'organisation des lieux où les gens vivent, travaillent et achètent des biens dans les villes. Il pourrait être également utile d'investir dans le transport intra-urbain : par exemple, le système de bus rapide (BRT) de Douala, qui devrait être lancé en 2024, devrait réduire le temps que l'habitant moyen de Douala passe dans les embouteillages de 88 à 71 minutes par jour (Saïssset, Fouchard, & Stokenberga, 2020). Pour garantir que les pauvres en milieu urbain vivent dans des logements adéquats sans surpeuplement, il sera essentiel de mettre en œuvre des approches de rénovation des bidonvilles, de réglementation de l'utilisation des terres et d'élargissement du stock de logements adéquats qui soient à l'échelle de l'ensemble de la ville (PSUP, 2015). Enfin, l'expérience d'autres pays suggère que les programmes de formation et d'information peuvent aider les migrants ruraux à s'intégrer dans les communautés urbaines, améliorant ainsi leurs moyens de subsistance et leur bien-être – chose importante au Cameroun étant donné que l'exode rural gagne en importance en tant que source de croissance urbaine (IOM, 2019; Zhao, Tang, & Li, 2022).

<sup>2</sup> Le réseau de routes classées comprend les autoroutes, les routes principales, les routes secondaires et les routes tertiaires.

***Le cheminement du Cameroun vers la réduction de la pauvreté dépendra d'une gouvernance forte et d'investissements continus dans la production de données de qualité et l'accès à celles-ci.***

**Outre les réformes sectorielles, l'amélioration de la gouvernance est impérative pour réduire efficacement la pauvreté au Cameroun.** Le renforcement des structures de gouvernance améliorera la redevabilité, la transparence et l'efficacité dans l'ensemble des secteurs, garantissant que les ressources sont utilisées de manière optimale et que les politiques de réduction de la pauvreté sont mises en œuvre et aboutissent aux résultats attendus. Sans une gouvernance robuste, même les réformes sectorielles définies avec les meilleures intentions peuvent être vouées à l'échec parce que des problèmes systémiques tels que la corruption, la faiblesse des institutions et le manque de confiance du public compromettent les efforts en faveur du développement durable et de l'amélioration du niveau de vie de tous les Camerounais.

**Les données peuvent également être un vecteur de redevabilité et de bonne gouvernance, contribuant à garantir que les politiques profitent aux pauvres et permettent de sortir durablement les personnes de la pauvreté.** Cependant, avec l'urbanisation, le changement climatique et les conflits, les politiques dont le Cameroun a besoin pour réduire la pauvreté seront en évolution constante, ce qui veut dire que les données peuvent rapidement devenir obsolètes. Il faudra donc que la collecte et l'analyse des données suivent le rythme de ces évolutions et offrent des informations granulaires sur les défis de développement divers et en évolution du Cameroun. En plus de la conception de nouvelles politiques, le suivi de l'efficacité des politiques et programmes publics et de la performance globale du Cameroun en matière de réduction de la pauvreté contribue à rehausser la transparence et à tenir les décideurs politiques pour redevables. Les données peuvent permettre aux millions de Camerounais qui souffrent encore de pauvreté de faire entendre leurs voix, révélant ce qui fonctionne et, pour les politiques qui ne fonctionnent pas, d'indiquer comment corriger la situation. Il sera donc essentiel d'adopter des politiques fondées sur les données alors que le Cameroun s'efforce de mettre à profit son énorme potentiel pour générer une croissance inclusive et sortir définitivement sa population de la pauvreté. ■

## Références

- AfDB. (2015). *Country Strategy Paper 2015-2020 for Cameroon*. Abidjan : African Development Bank. Consulté à l'adresse : <https://www.afdb.org/en/documents/document/cameroon-joint-2015-2020-country-strategy-paper-and-country-portfolio-performance-review-report-54629>; African Development Bank Publications.
- Amoretti, U., & Maur, J.-C. (2022). *Creating markets in Cameroon: Unleashing private sector growth*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099945102202316750/idu0429f0760047b504b6c0920d0b854326d2e2f>
- Arai, A., Knippenberg, E., Meyer, M., & Witayangkurn, A. (2021). The hidden potential of call detail records in The Gambia. *Data and Policy*, 3(e9). doi:10.1017/dap.2021.7
- Azeng, T., & Yogo, T. (2013). *Youth Unemployment and Political Instability in Selected Developing Countries*. Tunis: African Development Bank. Consulté à l'adresse : [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Working\\_Paper\\_171\\_-\\_Youth\\_Unemployment\\_and\\_Political\\_Instability\\_in\\_Selected\\_Developing\\_Countries.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Working_Paper_171_-_Youth_Unemployment_and_Political_Instability_in_Selected_Developing_Countries.pdf)
- Banerjee, A., Karlan, D., Darko Osei, R., Trachtman, H., & Udry, C. (2020). *Unpacking a Multi-Faceted Program to Build Sustainable Income for the Very Poor*. Cambridge: National Bureau of Economic Research.
- Bhula, R., Mahoney, M., & Murphy, K. (2020). *Conducting cost-effectiveness analysis (CEA)*. Cambridge: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab.
- Bolter, K., & Robey, J. (2020). *Agglomeration Economies: A Literature Review*. Kalamazoo MI: Upjohn Institute: The Fund for our Economic Future. Consulté à l'adresse : <https://research.upjohn.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1256&context=reports>
- Corral, P., Irwin, A., Krishnan, N., Mahler, D., & Vishwanath, T. (2020). *Fragility and Conflict: On the Front Lines of the Fight Against Poverty*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <http://hdl.handle.net/10986/33324>
- Coulibaly, A., Benlamine, M., & Piazza, R. (2022). *State-Owned Enterprise and Sectoral Distortions: Growth and Budget Implications for Cameroon*. Washington DC: International Monetary Fund. Consulté à l'adresse : <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2022/076/article-A001-en.xml>
- Cramer, C. (2010). *Unemployment and Participation in Violence*. Washington DC: World Bank.
- Datt, G., & Ravallion, M. (1992). Growth and redistribution components of changes in poverty measures: A decomposition with applications to Brazil and India in the 1980s. *Journal of Development Economics*, 38(2), 275-295. doi:10.1016/0304-3878(92)90001-P
- Demeke, Y. (2022). Youth unemployment and political instability: evidence from IGAD member countries. *Cogent Economics and Finance*, 10(1). doi:10.1080/23322039.2022.2079211
- Eckman, S., & Himelein, K. (2022). Innovative Sample Designs for Studies of Refugees and Internally Displaced Persons. In S. Pötzschke, & S. Rinken, *Migration Research in a Digitized World: Using Innovative Technology to Tackle Methodological Challenges* (pp. 15-34). Cham, Switzerland: Springer Cham. doi:10.1007/978-3-031-01319-5
- EGRIS. (2022). *Compilers' Manual on Forced Displacement Statistics*. Luxembourg: Expert Group on Refugee, Internally Displaced Persons, and Statelessness Statistics. Consulté à l'adresse : <https://egrisstats.org/activities/compilers-manual/>
- Fall, M., Frisa, L., & Nkouna, O. (2021). *Political Economy Analysis of Decentralization*. Washington DC: World Bank.

- Fall, M., Hilger, A., Vaillancourt, F., Perrot, V., & Daller, B. (2020). *Deepening Decentralization for Service Delivery in Cameroon*. Washington DC: World Bank.
- Fall, M., Mituzani, J., & Vaillancourt, F. (2023). *Financing the regions of Cameroon: Technical note*. Washington DC: World Bank.
- Fields, G. (2011). Labor market analysis for developing countries. *Labour Economics*, 18(Supplement 1), S16-S22. doi:10.1016/j.labeco.2011.09.005
- Gentilini, U. (2016). Revisiting the 'Cash Versus Good' Debate: New Evidence for an Old Puzzle? *World Bank Research Observer*, 31(1), 135-167.
- Gilligan, D., Arrieta, A., Devereux, S., Hoddinott, J., Kebede, D., Ledlie, N., . . . A, T. (2020). *Integrating Service Delivery with Cash Transfers to Improve Nutrition in Ethiopia: An Impact Evaluation of the IN-SCT Pilot Project in Oromia and Southern Nations, Nationalities, and Peoples' Region*. New York: UNICEF.
- Holla, A., Bendini, M., Dinarte, L., & Trako, I. (2021). *Is Investment in Pre-Primary Education Too Low? Lessons from (Quasi) Experimental Evidence across Countries*. Washington DC: World Bank.
- Hong, T. (2023). *Why digital public infrastructure matters*. Consulté à l'adresse : Bill and Melinda Gates Foundation: <https://www.gatesfoundation.org/ideas/articles/what-is-digital-public-infrastructure>
- Human Right Watch. (2021). *World Report*. New York: Human Right Watch. Consulté à l'adresse : [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2021/01/2021\\_hrw\\_world\\_report.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/01/2021_hrw_world_report.pdf): Human Right Watch.
- IMF. (2018). *Cameroon Staff Report*. Washington DC: International Monetary Fund. Consulté à l'adresse : <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/07/23/Cameroon-2018-Article-IV-Consultation-Second-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-46113>: International Monetary Fund.
- INS. (2024). *Résultats de la 5ème Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM-5)*. Yaoundé: Institut National de la Statistique du Cameroun. Consulté à l'adresse : <https://ins-cameroun.cm/document/resultats-de-la-5eme-enquete-camerounaise-aupres-des-menages-ecam5-communique-de-presse/>
- International Crisis Group. (2018). *Cameroon's Far North: A New Chapter in the Fight Against Boko Haram*. Brussels: International Crisis Group. Consulté à l'adresse : [https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/263-camerouns-far-north-english\\_1.pdf](https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/263-camerouns-far-north-english_1.pdf): International Crisis Group.
- IOM. (2019). *IOM Migrant Training Programming: Preparing and Equipping Migrants to Integrate in their New Communities*. Geneva: International Migration Organization. Consulté à l'adresse : [https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbdl486/files/our\\_work/DMM/Integration/Migrant-Training-Infosheet-2019.pdf](https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbdl486/files/our_work/DMM/Integration/Migrant-Training-Infosheet-2019.pdf)
- Jedwab, R., Blankespoor, B., Masaki, T., & Rodríguez-Castelán, C. (2021). *Technical Paper 3. Estimating the Spillover Economic Effects of Foreign Conflict: Evidence from Boko Haram*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/168241636640474130/pdf/Technical-Paper-3-Estimating-the-Spillover-Economic-Effects-of-Foreign-Conflict-Evidence-from-Boko-Haram.pdf>
- Kenny, C., & Gehan, Z. (2023). *Scenarios for Future Global Growth to 2050*. Washington DC: Center for Global Development. Consulté à l'adresse : <https://www.cgdev.org/sites/default/files/scenarios-future-global-growth-2050.pdf>
- Loeser, J., Özler, B., & Premand, P. (2021). *What have we learned about cash transfers?* Consulté à l'adresse : World Bank Development Impact Blog: <https://blogs.worldbank.org/impactevaluations/what-have-we-learned-about-cash-transfers>
- Myerson, R. (2021). *Comments on Decentralization in Cameroon*. Chicago: University of Chicago. Consulté à l'adresse : <https://home.uchicago.edu/~rmyerson/research/cameroon2021rbm.pdf>
- Perini, M., Nfor, M., Camin, F., Pianezze, S., & Piasentier, E. (2021). Using Bioelements Isotope Ratios and Fatty Acid Composition to Deduce Beef Origin and Zebu Feeding Regime in Cameroon. *Molecules*, 26(8). doi:10.3390/molecules26082155

- PSUP. (2015). *Cameroon Impact Story: Fostering political will to create a platform for cooperation between all key stakeholders*. Nairobi: Participatory Slum Upgrading Programme – UN-HABITAT. Consulté à l'adresse : [https://www.mysup.org/library\\_files/downloads/Cameroon%20Impact%20Story.pdf](https://www.mysup.org/library_files/downloads/Cameroon%20Impact%20Story.pdf)
- Ratledge, N., Cadamuro, G., de la Cuesta, B., Stigler, M., & Burke, M. (2022). Using machine learning to assess the livelihood impact of electricity access. *Nature*, 611, 491-495. doi:10.1038/s41586-022-05322-8
- Ravallion, M., & Huppi, M. (1991). Measuring Changes in Poverty: A Methodological Case Study of Indonesia during an Adjustment Period. *World Bank Economic Review*, 5(1), 57-82. Consulté à l'adresse : <http://www.jstor.org/stable/3989969>
- Ritche, H., & Roser, M. (2021). *Air Pollution*. Consulté à l'adresse : Our World in Data: <https://ourworldindata.org/air-pollution>
- Saïssset, E., Fouchard, B., & Stokenberga, A. (2020). *Access Granted: Unlocking Opportunities through Better Urban Transport*. Consulté à l'adresse : Transport for Development World Bank Blog: <https://blogs.worldbank.org/en/transport/access-granted-unlocking-opportunities-through-better-urban-transport>
- Transparency International. (2023). *Corruption Perceptions Index 2023: Explore the results*. . Berlin: Transparency International. Consulté à l'adresse : <https://www.transparency.org/en/cpi/2023>: Transparency International.
- UNCTAD. (2021). *REAPING THE POTENTIAL BENEFITS OF THE African Continental Free Trade Area FOR INCLUSIVE GROWTH*. Geneva: UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT. Consulté à l'adresse : [https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2021\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2021_en.pdf): UNCTAD.
- United Nations Population Division. (2019). *World Urbanization Prospects 2018: Highlights*. New York: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. Consulté à l'adresse : <https://population.un.org/wup/publications/Files/WUP2018-Highlights.pdf>
- Vora, P., & Dolan, J. (2022). *Measuring digital infrastructure to maximize development outcomes and mitigate risks*. Washington DC: Brookings. Consulté à l'adresse : <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2022/02/Good-Digital-Infrastructure.pdf>
- World Bank. (2009). *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/58557d74-baf0-5f97-a255-00482909810a>
- World Bank. (2012). *Cameroon – The Path to Fiscal Decentralization: Opportunities and Challenges*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/685841468239367086/cameroon-the-path-to-fiscal-decentralization-opportunities-and-challenges>
- World Bank. (2016). *Republic of Cameroon – Priorities for Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Systematic Country Diagnostic*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/24697>
- World Bank. (2017). *Cameroon economic memorandum: markets, public administration, and growth*. Washington DC: Consulté à l'adresse : <http://documents.worldbank.org/curated/en/981281491336365033/Cameroon-economic-memorandum-markets-public-administration-and-growth>: World Bank.
- World Bank. (2017). *Cameroon's Diagnostic Report: Climate Change and Disaster Risk Management in Cameroon*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/cameroon/vulnerability>
- World Bank. (2017). *Country Partnership Framework for the Republic of Cameroon for the Period FY17-FY21*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/480711490925662402/cameroon-country-partnership-framework-for-the-period-fy17-fy21>

- World Bank. (2018). *The Human Capital Project: Frequently Asked Questions*. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (2020). *Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies*. . Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/publication/doing-business-2020>.: World Bank.
- World Bank. (2021). *From Crisis to Green, Resilient, and Inclusive Recovery*. . Washington DC:World Bank. Consulté à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36532> (World Bank) (World Bank Open Knowledge).: World Bank.
- World Bank. (2021). *Proceedings and Outcomes: Fifth Policy Forum on Natural Capital Accounting for Better Decision Making – Greening the Recovery*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/942131638170615027/pdf/The-Fifth-Policy-Forum-Natural-Capital-Accounting-for-Better-Decision-Making-Greening-the-Recovery-Proceedings-and-Outcomes.pdf>
- World Bank. (2021). *The Socio-Political Crisis in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon: Assessing the Economic and Social Impacts*. Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/795921624338364910/pdf/The-Socio-Political-Crisis-in-the-Northwest-and-Southwest-Regions-of-Cameroon-Assessing-the-Economic-and-Social-Impacts.pdf>
- World Bank. (2022). *Cameroon – Systematic Country Diagnostic: An Update*. . Washington DC: World Bank. Consulté à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/446021657067054458/cameroon-systematic-country-diagnostic-a>: World Bank.
- World Bank. (2022). *Project Appraisal Document for the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project*. Washington DC: World Bank.
- Zhao, C., Tang, M., & Li, H. (2022). The Effects of Vocational-Skills Training on Migrant Workers' Willingness to Settle in Urban Areas in China. *Sustainability*, 14(19), 11914. Consulté à l'adresse : 10.3390/su141911914 ■



**WORLD BANK GROUP**



© 2025 International Bank  
for Reconstruction and Development /  
The World Bank

1818 H Street NW, Washington DC 20433

Telephone: 202-473-1000  
Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)